REPUBLIQUE FRANCAISE

COMMUNE DE SAINT-FRANCOIS

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 23 JUILLET 2026

L'an deux mille vingt-six et le Jeudi vingt-trois Juillet à dix-huit heures et trente-cinq minutes, les membres composant le Conseil Municipal de la Commune de SAINT-FRANCOIS, légalement convoqués le dix-sept Juillet 2026, *conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales*, se sont réunis à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc PERIAN, Maire, afin de délibérer sur les questions inscrites à l'ordre du jour de l'assemblée communale.

Envoyé en préfecture le 14/09/2026
Reçu en préfecture le 14/09/2026
Publié le 14/09/2026
ID : 971-219711256-20260911-1677-AU

Nombre de Conseillers en exercice : 33			
PRÉSENTS	PROCURATION À	ABSENTS	EXCUSÉS
24	08	01	00
Nombre de Conseillers votants : 32			

M. PERIAN Jean-Luc	Maire	x			
Mme CAMIER Barbara	1er Adjoint	x			
M. VEYRIER Didier	2ème Adjoint	x			
Mme BROSIUS Myriam Lucie	3ème Adjoint	x			
M. BABOURAM Patrice	4ème Adjoint		M. Didier VEYRIER		
Mme LABRY Annick Claude Claire	5ème Adjoint	x			
M. COPANEL Mickaël	6ème Adjoint	x			
Mme DESPRES Adélaïde	7ème Adjoint	x			
M. SARABUS Eric-Alex Pierre	8ème Adjoint	x			
Mme ALEXANDRINE Georgia Mélina	9ème Adjoint	x			
M. PARSHAD Alain	Conseiller Municipal	x			
M. AYASSAMIPOULLE Raymond	Conseiller Municipal	x			
Mme JEANNE Bonaventure	Conseiller Municipal	x			
Mme DIEUPART-RUEL Sonia	Conseiller Municipal	x			
M. IBENE Fred Louis	Conseiller Municipal	x			
M. LORIDON Eddy	Conseiller Municipal		M. Alain PARSHAD		
M. FREMAUX André	Conseiller Municipal	x			
M. OGIER Philippe	Conseiller Municipal		M. Mickaël COPANEL		
M. MAGNIOL Eric	Conseiller Municipal		M. Jean-Luc PERIAN		
Mme BADDHA-MOURADI Alda Viviane	Conseiller Municipal	x			
Mme LENGLINE Angélique Marianne	Conseiller Municipal	x			
Mme LAPTES Priscilla Lidivine	Conseiller Municipal	x			
Mme PUMAR RODRIGUEZ Julie	Conseiller Municipal		Mme Adélaïde DESPRES		
M. MARIANO GUZMAN Yannick	Conseiller Municipal	x			
Mme MOUNSAMY Chloé Sandy	Conseiller Municipal			x	
Mme CHOUTIA Indra	Conseiller Municipal	x			
Mme BELLADIN Line	Conseiller Municipal	x			
M. MOUNSAMY Alex	Conseiller Municipal	x			
M. CAYACY Floribert	Conseiller Municipal	x			
Mme PEROUMAL Sophie	Conseiller Municipal		M. Alex MOUNSAMY		
Mme LISON Gladys	Conseiller Municipal		M. Floribert CAYACY		
M. MARY Teddy	Conseiller Municipal	x			
Mme CAZIMIR Marina	Conseiller Municipal		M. Teddy MARY		

Le quorum étant atteint, **vingt-quatre (24)** Conseillers étant présents, **huit (08)** représentés et **un (01)** absent, le Président déclare la séance ouverte et met les points en discussion.

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), *Madame Priscilla LAPTES*, est désignée pour assurer le Secrétariat de séance.

Adoptée à l'unanimité.

Le Président donne lecture de l'ordre du jour et propose de retirer le point numéro 4 «*Approbation du Règlement Intérieur du Conseil Municipal*» et d'ajouter deux nouveaux points : «*Transfert du Plan Local d'Urbanisme (PLU) à la Communauté d'Agglomération de la Riviera du Levant (CARL) - Décision d'opposition*» ; «*Autorisation de signature de l'accord de transfert du marché au bénéfice de la Société SWILE - Marché public n° STFR/BAD/CP/2023-04 – Fourniture et livraison de titres-restaurant pour les agents de la Commune de Saint-François*».

L'ordre du jour est alors le suivant :

1) *Lecture et approbation des procès-verbaux des Conseils Municipaux des 21 Mai et 11 Juin 2026 ;*
2) *Désignation du Correspondant Défense de la commune de Saint-François ;*
3) *Désignation d'un(e) élu(e) relais de l'égalité de la commune de Saint-François ;*
4) *Approbation du nouveau périmètre du Port de Plaisance - Transfert en pleine propriété du Port de Plaisance de Saint-François de l'État à la commune ;*
5) *Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR) 2026 : Réhabilitation de l'Hôtel de Police - Modification et Approbation du nouveau plan de financement ;*
6) *Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) 2021 / 2027 : Appel à projets «Territoire Engagé pour la Nature» (TEN) - Modification et Approbation du nouveau plan de financement ;*
7) *Sécurisation de la clôture du stade de Zévallos - Demande de subvention Agence Nationale du Sport (ANS) / Modification et Approbation du nouveau plan de financement ;*
8) *Vidéoprotection – Modification et Approbation du nouveau plan de financement pour l'implantation de 38 caméras et la création d'un Centre de Supervision Urbain sur le territoire de la ville de Saint-François ;*
9) *Taxes et produis irrécouvrables : Admission en non-valeur ;*
10) *Attribution de subvention dans le cadre de l'Appel à Projet 2026 du Contrat de Ville de Saint-François ;*
11) *Modification du tableau des effectifs : Suppressions, créations et mise à jour du tableau des emplois de la Commune de Saint-François ;*
12) *Transfert du Plan Local d'Urbanisme (PLU) à la Communauté d'Agglomération de la Riviera du Levant (CARL) – Décision d'opposition ;*
13) *Autorisation de signature de l'accord de transfert du marché au bénéfice de la Société SWILE - Marché public n° STFR/BAD/CP/2023-04 – Fourniture et livraison de titres-restaurant pour les agents de la Commune de Saint-François.*

Adopté à l'unanimité.

I-. LECTURE ET APPROBATION DES PROCÈS-VERBAUX DES CONSEILS MUNICIPAUX DES 21 MAI ET 11 JUIN 2026.

Monsieur le Maire donne lecture des procès-verbaux des Conseils Municipaux des 21 Mai et 11 Juin 2026.

Ces procès-verbaux, distribués à tous les membres du Conseil Municipal, sont mis en discussion.

Procès-verbal du 21 Mai 2026
Adopté à l'unanimité.

Procès-verbal du 11 Juin 2026
Monsieur MOUNSAMY intervient concernant le procès-verbal du 11 Juin 2026 pour rappeler qu'ils sont toujours dans l'attente de l'article ou la jurisprudence qui explique les raisons du déport de Madame PEROUMAL lors de la discussion sur la protection fonctionnelle de Madame CAMIER. Par ailleurs, toujours en lien avec ce sujet, il note que leurs votes ont été pris en compte comme étant «Pour», alors qu'ils n'ont pas eu la possibilité de prendre part au vote en raison d'un manque de temps.

Le Directeur Général des Services rappelle les règles du déport et le principe selon le Code Général des Collectivités Territoriales, en précisant que dans le cas où un élu est concerné, le principe du déport doit être privilégié. Cependant, une copie de ce principe sera transmise à Madame PEROUMAL.

Monsieur le Maire rappelle les règles du vote. Lorsqu'il a lancé le vote de ce point, les élus du parti de Madame PEROUMAL étaient en pleine discussion. Quand il a demandé s'il y avait des abstentions ou des votes «contre», personne n'a levé la main. Il a donc considéré que les élus avaient voté «pour». Il en profite pour rappeler certaines règles de bienséance, à savoir que lorsque quelqu'un prend la parole, il est impératif de l'écouter par respect.

Adopté à la majorité des suffrages exprimés (27 voix pour, 5 voix contre «BELLADIN / MOUNSAMY / CAYACY / PEROUMAL / LISON»).

II-. DÉSIGNATION DU CORRESPONDANT DÉFENSE DE LA COMMUNE DE SAINT-FRANÇOIS (délibération n° 2026-07/049).

Le Gouvernement, soucieux de renforcer le lien entre la Nation et ses forces armées, a décidé d'instaurer une fonction de Conseiller Municipal en charge des questions de défense.

Le «Correspondant Défense» est le relais local des questions de défense, de mémoire et de citoyenneté. Il contribue à entretenir le lien entre la Nation et les Armées, à transmettre la mémoire des conflits et à sensibiliser les jeunes aux valeurs républicaines.

Les missions du Correspondant Défense s'organisent autour de trois axes : **la politique de défense, le parcours citoyen, la mémoire et le patrimoine** et se déclinent comme suit :

- ✓ Informer la population sur les questions relatives à la défense nationale et à la citoyenneté ;
- ✓ Promouvoir l'esprit de défense et les valeurs républicaines ;
- ✓ Contribuer au devoir de mémoire et participer aux cérémonies commémoratives ;
- ✓ Sensibiliser les jeunes aux dispositifs de citoyenneté et d'engagement, notamment le parcours citoyen avec l'enseignement de défense en classes de collège et de lycée, le recensement, la Journée de Défense Citoyenneté (JDC), le service national volontaire, la réserve opérationnelle et les différents parcours d'engagement ;
- ✓ Relayer les informations émanant du Ministère des Armées auprès de la collectivité ;
- ✓ Participer aux réunions, formations et actions organisées par les autorités militaires et les services de l'État ;
- ✓ Assurer un rôle pédagogique sur le devoir de mémoire, la reconnaissance et la solidarité ;
- ✓ Éclairer les citoyens sur :
  - *la possibilité de servir au sein de la défense avec, outre les engagements toujours nombreux et ouverts à tous, le volontariat, les préparations militaires et la réserve militaire ;*
  - *le devoir de solidarité et de mémoire, particulièrement lors des journées nationales de commémoration.*

Pour mener à bien leur mission, les correspondants défense disposent d'une information régulière portant notamment sur l'organisation de la défense, le parcours de citoyenneté, les activités de défense, la mémoire et la reconnaissance.

Aussi, il est proposé à l'assemblée délibérante de désigner un Correspondant Défense pour la durée de la mandature.

En application de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivité Territoriales (CGCT), le Conseil Municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder à cette désignation au scrutin secret.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de ne pas recourir au scrutin secret pour la désignation du Correspondant Défense.

LE CONSEIL MUNICIPAL ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu la loi n° 97-1019 du 28 Octobre 1997 portant réforme du service national ;
Vu la circulaire du 26 Octobre 2001 relative à la désignation d'un Correspondant Défense au sein de chaque Conseil Municipal ;

Vu l'instruction ministérielle du 08 Janvier 2009 relative aux Correspondants Défense ;
Considérant que le Ministère de la Défense encourage les communes à désigner un Correspondant Défense afin de renforcer le lien entre les Armées et la Nation ;

Considérant que cette fonction, créée en 2001, contribue à développer l'esprit de défense, la citoyenneté et le devoir de mémoire auprès de la population ;

Considérant que le Correspondant Défense est l'interlocuteur privilégié des autorités civiles et militaires dans sa commune pour ce qui concerne les questions de défense et les relations Armées-Nation ;

Considérant qu'il relaie les informations relatives aux questions de défense auprès du Conseil Municipal et des habitants de sa commune en les orientant, le cas échéant, vers les relais professionnels pouvant les renseigner sur les carrières militaires, le volontariat et la réserve militaire ;

Monsieur le Maire ayant fait appel à candidature ;
Considérant l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) stipulant que le Conseil Municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations ;

Ayant entendu l'exposé de son Rapporteur, Monsieur Luvio ZINGILE, Directeur de Cabinet ;
Après en avoir délibéré ;

DÉCIDE :

Article 1 : DE NE PAS RECOURIR au scrutin secret pour la désignation du Correspondant Défense, conformément à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivité Territoriales (CGCT).

Article 2 : DE DÉSIGNER **Monsieur Éric MAGNIOL, Conseiller Municipal,** en qualité de Correspondant Défense de la Commune de Saint-François.

Article 3 : DE PRÉCISER que le Correspondant Défense exercera ses missions en lien avec Monsieur le Maire, les services municipaux compétents, les autorités militaires, les services de l'État et l'ensemble des partenaires concernés.

Article 4 : D'AUTORISER le Correspondant Défense à représenter la Commune dans les réunions, actions, formations, manifestations et instances relatives à cette mission, sous l'autorité du Maire.

Article 5 : DE CHARGER le Correspondant Défense de participer à la promotion des actions liées à la citoyenneté, au devoir de mémoire, à l'esprit de défense et aux dispositifs d'engagement proposés par les Armées.
Article 6 : Le Maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Article 7 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Guadeloupe dans un délai de deux (02) mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Adoptée à l'unanimité.

III-. DÉSIGNATION D'UN(E) ÉLU(E) RELAIS DE L'ÉGALITÉ DE LA COMMUNE DE SAINT-FRANÇOIS (délibération n° 2026-07/050).

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que par courrier en date du 12 Mai 2026, Monsieur le Préfet de la Région Guadeloupe l'a sollicité pour la désignation d'un(e) élu(e) relais de l'égalité au sein du Conseil Municipal.

Pour rappel, la prévention et la lutte contre les violences faites aux femmes, les violences intrafamiliales ainsi que les violences sexistes et sexuelles constituent une priorité de l'action de l'état.

Les collectivités territoriales occupent une place déterminante, tant par leur proximité avec les populations que par leur capacité à favoriser le repérage des situations de vulnérabilité, l'orientation des victimes et le déploiement d'actions locales de sensibilisation et de prévention.

Aussi, l'élu(e) référent égalité aura vocation à :

- *Contribuer au repérage et à l'orientation des personnes victimes de violences vers les dispositifs compétents ;*
- *Relayer les campagnes nationales et locales de prévention et de sensibilisation ;*
- *Favoriser la mobilisation des acteurs locaux, notamment le Centre Communal d'Action Sociale, les associations spécialisées et les partenaires institutionnels ;*
- *Participer au développement d'actions territoriales en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes ;*
- *Contribuer à la diffusion des informations et des bonnes pratiques en matière de prévention des violences et de promotion de l'égalité.*

LE CONSEIL MUNICIPAL ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu la stratégie nationale pour l'égalité entre les femmes et les hommes ;
Vu la loi n° 2014-873 du 04 Août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes ;
Vu le courrier en date du 12 Mai 2026 de Monsieur le Préfet de la Région Guadeloupe invitant les communes à désigner un élu relais de l'égalité ;

Considérant que l'égalité entre les femmes et les hommes constitue un objectif fondamental des politiques publiques ;
Considérant que les collectivités territoriales participent, à leur échelle, à la prévention des violences, à la promotion de l'égalité et à l'accompagnement des publics vulnérables ;

Considérant la volonté de l'État de renforcer le réseau territorial des acteurs engagés en faveur des droits des femmes et de l'égalité ;

Considérant que l'élu relais de l'égalité a vocation à intégrer le réseau déconcentré aux droits des femmes et à l'égalité placé sous l'autorité du Préfet ;

Considérant l'intérêt pour la commune de disposer d'un interlocuteur identifié sur les questions relatives aux droits des femmes, à l'égalité et à la lutte contre les violences ;

Considérant la proposition de Monsieur le Maire de désigner un élu relais de l'égalité au sein du Conseil Municipal ;
Ayant entendu l'exposé de son Rapporteur, Monsieur Luvio ZINGILE, Directeur de Cabinet ;
Après en avoir délibéré ;

DÉCIDE :

Article 1 : DE DÉSIGNER **Madame Angélique LENGLINE** en qualité **d'élue relais de l'égalité** de la commune de Saint-François.

Article 2 : DE PRÉCISER que l'élu(e) relais de l'égalité exercera sa mission en lien avec Monsieur le Maire, les services municipaux compétents, les services de l'État, les organismes publics, les associations et l'ensemble des partenaires concernés.

Article 3 : D'AUTORISER l'élu(e) relais de l'égalité à représenter la Commune dans les réunions, instances, groupes de travail, actions de sensibilisation et manifestations relatives aux droits des femmes, à l'égalité entre les femmes et les hommes et à la lutte contre les violences.

Article 4 : Le Maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Article 5 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Guadeloupe dans un délai de deux (02) mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Monsieur MARY souligne que cette mission est particulièrement délicate, ce qui implique que le choix de la personne retenue doit être effectué avec rigueur et selon des critères précis. Il fait part de sa déception concernant la manière dont cela a été présenté en Conseil Municipal, sans aucune discussion ni échange préalable, alors que le sujet est crucial, sensible et délicat. Il aurait également souhaité obtenir un état des lieux de la situation actuelle sur le territoire.

Monsieur le Maire précise qu'il s'agit d'un sujet traité dans le cadre du CLSPD. À ce titre, un bilan est réalisé en fin d'année avec les services de l'État et la gendarmerie. Cette délibération vise à répondre à une demande de l'État pour désigner un élu référent à ce poste. Le choix s'est porté sur Madame LENGLINE, qui est Vice-Présidente à la CARL et Présidente de la Commission «Égalité Hommes/Femmes».

Monsieur MARY félicite et encourage Madame LENGLINE pour la réalisation de cette mission.

Adoptée à l'unanimité.

IV-. APPROBATION DU NOUVEAU PÉRIMETRE DU PORT DE PLAISANCE - TRANSFERT EN PLEINE PROPRIETÉ DU PORT DE PLAISANCE DE SAINT-FRANCOIS DE L'ÉTAT À LA COMMUNE (délibération n° 2026-07/051).

Le Port de Plaisance de la Grande Saline a été créé par la commune de Saint-François dans le cadre d'une concession accordée par l'État pour une durée de cinquante (50) ans par arrêté préfectoral n° 74-28 du 22 Juillet 1974.

À la suite du transfert des compétences portuaires aux collectivités territoriales, cette concession est devenue caduque à compter du 1er Janvier 1984 ; la commune étant désormais autorité compétente pour l'aménagement, l'entretien, l'exploitation et la gestion du Port. Cette situation a été constatée par arrêté préfectoral n° 84-1116 bis AD/3/1 du 06 Novembre 1984 et formalisée par le procès-verbal de remise du port de plaisance établi le 27 Novembre 1985.

Depuis cette date, la commune assure l'ensemble des missions de gestion et de développement du Port de Plaisance. Toutefois, le domaine public portuaire naturel et artificiel demeure inscrit dans le patrimoine de l'État.

Afin de mettre en cohérence la situation juridique du domaine avec les compétences effectivement exercées par la commune, le Conseil Municipal a, par délibération n° 2023-04/004 du 03 Avril 2023, sollicité auprès de l'État le transfert en pleine propriété du domaine public portuaire naturel et artificiel du Port de Plaisance de la Grande Saline.

Dans le cadre de cette procédure, l'État a fait réaliser en 2025 les opérations de délimitation foncière du périmètre portuaire. Les documents d'arpentage, extraits cadastraux et plans parcellaires établis à cette occasion permettent désormais d'identifier précisément les emprises terrestres et maritimes concernées par le transfert.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'approuver le transfert en pleine propriété au profit de la commune du domaine public portuaire naturel et artificiel du Port de Plaisance de Saint-François, conformément au périmètre défini par les documents d'arpentage, ainsi que d'accepter l'établissement d'une servitude permanente au profit du service de l'État compétent en matière de signalisation maritime, destinée à garantir l'accès aux digues, ouvrages et équipements nécessaires à l'exercice de ses missions d'entretien, de maintenance et de renouvellement des aides à la navigation.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée de bien vouloir en délibérer.

LE CONSEIL MUNICIPAL ;
Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;
Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, notamment ses dispositions relatives au transfert de propriété du domaine public de l'État au profit des collectivités territoriales ;

Vu le Code des Transports, notamment les dispositions relatives aux ports relevant de la compétence des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 74-28 du 22 Juillet 1974 accordant à la commune de Saint-François la concession d'établissement, d'entretien et d'exploitation du *Port de Plaisance de la Grande Saline* pour une durée de cinquante ans ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 84-1116 bis AD/3/1 du 06 Novembre 1984 constatant que la concession précitée est devenue caduque à compter du 1er Janvier 1984 du fait du transfert de compétence à la commune ;

Vu le procès-verbal du 27 Novembre 1985 portant remise du Port de Plaisance de la Grande Saline par l'État à la commune de Saint-François ;

Vu la délibération n° 2023-04/004 du Conseil municipal du 03 Avril 2023 sollicitant le transfert en pleine propriété du domaine public portuaire naturel et artificiel au profit de la commune ;

Vu l'annexe à la présente délibération présentant les documents d'arpentage, plans parcellaires et extraits cadastraux établis en 2025 à la demande de l'État en vue de la délimitation du domaine public portuaire terrestre et maritime ;

Vu l'annexe à la présente délibération récapitulant les parcelles cadastrales et emprises composant le domaine public portuaire naturel et artificiel objet du transfert ;

Considérant que la commune assure depuis le 1er Janvier 1984 la gestion, l'entretien, l'aménagement et l'exploitation du Port de Plaisance de la Grande Saline ;

Considérant que le transfert en pleine propriété du domaine public portuaire naturel et artificiel permettra de mettre en cohérence la situation foncière avec les compétences effectivement exercées par la commune, de sécuriser juridiquement la gestion du domaine portuaire et de faciliter la réalisation des opérations d'aménagement, de réhabilitation et de développement du Port ;

Considérant que les documents d'arpentage réalisés en 2025 permettent de définir précisément le périmètre foncier terrestre et maritime concerné par ce transfert ;

Considérant qu'il convient de préserver les missions de service public assurées par l'État en matière de signalisation maritime et, à cette fin, de garantir un accès permanent aux ouvrages et équipements de signalisation implantés sur le domaine transféré ;

Ayant entendu l'exposé de son Rapporteur, Madame Laurie MIRVAL, Directrice de la Mer et du Nautisme ;
Après en avoir délibéré ;

DÉCIDE :

Article 1 : D'ACCEPTER le transfert en pleine propriété, au profit de la commune de Saint-François, du domaine public portuaire naturel et artificiel constituant le Port de Plaisance de la Grande Saline.
Ce transfert porte sur l'ensemble des parcelles, emprises terrestres, ouvrages, dépendances et espaces maritimes composant le domaine public portuaire, tels qu'identifiés dans l'annexe n° 1 et dans les documents d'arpentage et plans parcellaires présentés en annexe n° 2.

Les annexes n° 1 et 2 font partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 : D'ACCEPTER que ce transfert soit assorti d'une servitude permanente au profit du service de l'État, compétent en matière de signalisation maritime (actuellement le service Phares et Balises de la Direction de la Mer), ou de tout service ou établissement public qui lui serait substitué.
Cette servitude garantit un libre accès aux digues, ouvrages, bouées et équipements de signalisation maritime afin d'assurer leur surveillance, leur entretien, leur maintenance, leur renouvellement ou leur remplacement, ainsi que la circulation des personnels, véhicules, matériels et engins nécessaires à l'exercice de ces missions de service public.

Article 3 : D'AUTORISER le Maire à signer tout document et à engager toutes les démarches nécessaires à la réalisation de la présente délibération.

Article 4 : Le Maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Article 5 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Guadeloupe dans un délai de deux (02) mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Monsieur MARY aborde la question des parcelles qui relèvent de la responsabilité de l'État et de la possibilité d'une circulation normale dans le respect des zones de circulation.

La Directrice de la Mer et du Nautisme indique que concernant les compétences actuelles relatives à l'urbanisme, elles maintiendront leurs attributions. Le foncier sera attribué à la commune et la délibération prévoit une servitude pour permettre aux services de l'urbanisme d'assurer la maintenance avec un accès adéquat. Cependant, elles continueront d'exercer leurs missions actuelles sans changement.

Adoptée à l'unanimité.

ANNEXE N° 1 à la Délibération N° 2026-07/052 du Conseil Municipal du 23 Juillet 2026

TRANSFERT EN PLEINE PROPRIETE DU PORT DE PLAISANCE DE SAINT-FRANÇOIS

PARCELLES CADASTRALES

La présente annexe fait partie intégrante de la délibération du Conseil municipal portant acceptation du transfert en pleine propriété du domaine public portuaire naturel et artificiel du Port de plaisance de la Grande Saline.

Elle recense les biens immobiliers composant le périmètre du transfert, tels qu'ils résultent des documents d'arpentage réalisés en 2025 à la demande de l'État.

Référence cadastrale	Ancienne référence (le cas échéant)	Nature du bien	Observations
AX 0009		Domaine public portuaire artificiel	Domaine public portuaire terrestre
AX 0010			
AX 0330			
AX 0440		Domaine public communal	Parcelles ne faisant pas partie du domaine portuaire ; partie du domaine public communal
AX 0441			
AX 0534		Domaine public portuaire artificiel	Domaine public portuaire terrestre
AX 0701	AX 0556		
AX 0702	AX 0556	Domaine public communal	Parcelle ne faisant pas partie du domaine portuaire ; partie du domaine public communal
AX 0703	AX 0556	Domaine public portuaire naturel	Domaine public portuaire maritime

AX 0704	AX 0556	Domaine public portuaire artificiel	Domaine public portuaire terrestre
AW 0070	AW 0033		
AW 0071	AW 0034		
AW 0072	AW 0034		
AW 0073	AW 0034	Domaine public portuaire naturel	Domaine public portuaire maritime

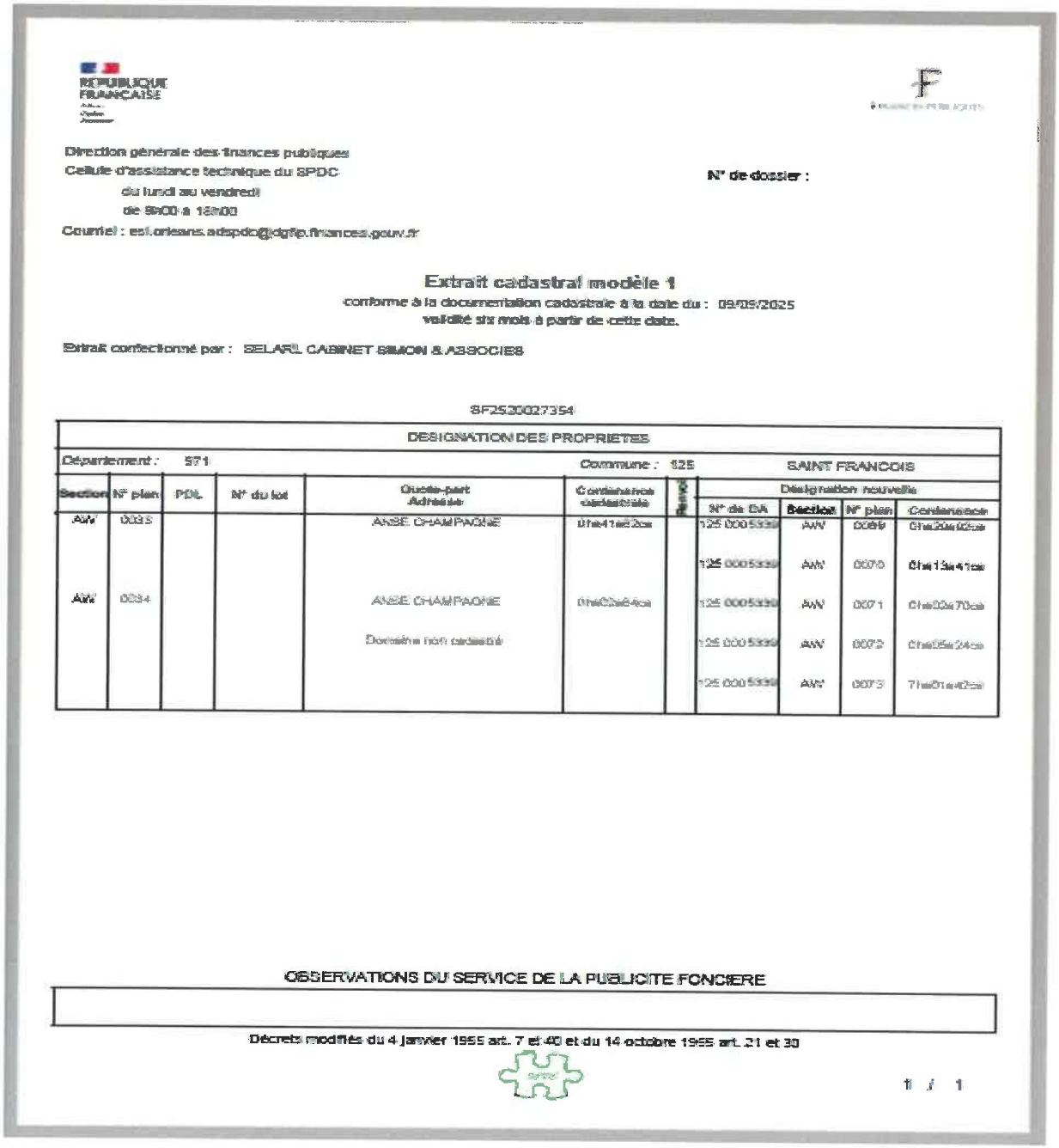
Les limites exactes du domaine transféré sont celles figurant sur les documents d'arpentage, plans parcellaires et extraits cadastraux établis en 2025, figurant dans l'annexe n° 2.

Ces documents constituent les pièces de référence pour la délimitation du périmètre transféré.

ANNEXE N° 2 à la Délibération N° 2026-07/052 du Conseil Municipal du 23 Juillet 2026

TRANSFERT EN PLEINE PROPRIETE DU PORT DE PLAISANCE DE SAINT-FRANÇOIS

EXTRAITS CADASTRAUX ET PLANS PARCELLAIRES



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction générale des finances publiques
Cellule d'assistance technique du SPDC
du lundi au vendredi
de 9h00 à 12h00
Courriel : est.orleans.adspdc@dgfip.finances.gouv.fr

N° de dossier :

Extrait cadastral modèle 1
conforme à la documentation cadastrale à la date du : 09/09/2025
validité six mois à partir de cette date.

Extrait confectionné par : SELARL CABINET SIMON & ASSOCIES

SF2520027354

DESIGNATION DES PROPRIETES

Département : 971 Commune : 125 SAINT FRANCOIS

Section	N° plan	PDL	N° du lot	Quote-part Adresse	Contenance cadastrale	Renvoi	Désignation nouvelle N° de DA	Section	N° plan	Contenance
AW	0035			ANSE CHAMPAGNE	01ha41a82ca		125 0005339	AW	0069	01ha20a62ca
							125 0005339	AW	0070	01ha13a41ca
AW	0034			ANSE CHAMPAGNE	01ha02a84ca		125 0005339	AW	0071	01ha02a70ca
				Domaine non cadastré			125 0005339	AW	0072	01ha05a24ca
							125 0005339	AW	0073	71ha01a42ca

OBSERVATIONS DU SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE

Décrets modifiés du 4 janvier 1955 art. 7 et 40 et du 14 octobre 1955 art. 21 et 30

1 / 1

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction générale des finances publiques
Cellule d'assistance technique du SPDC
du lundi au vendredi
de 8h00 à 16h00
Courriel : est.orleans.adspdc@dgfip.finances.gouv.fr

N° de dossier :

Extrait cadastral modèle 1

conforme à la documentation cadastrale à la date du : 09/09/2025
validité six mois à partir de cette date.

Extrait confectionné par : SELARL CABINET SIMON & ASSOCIES

SF2S30027355

DESIGNATION DES PROPRIETES

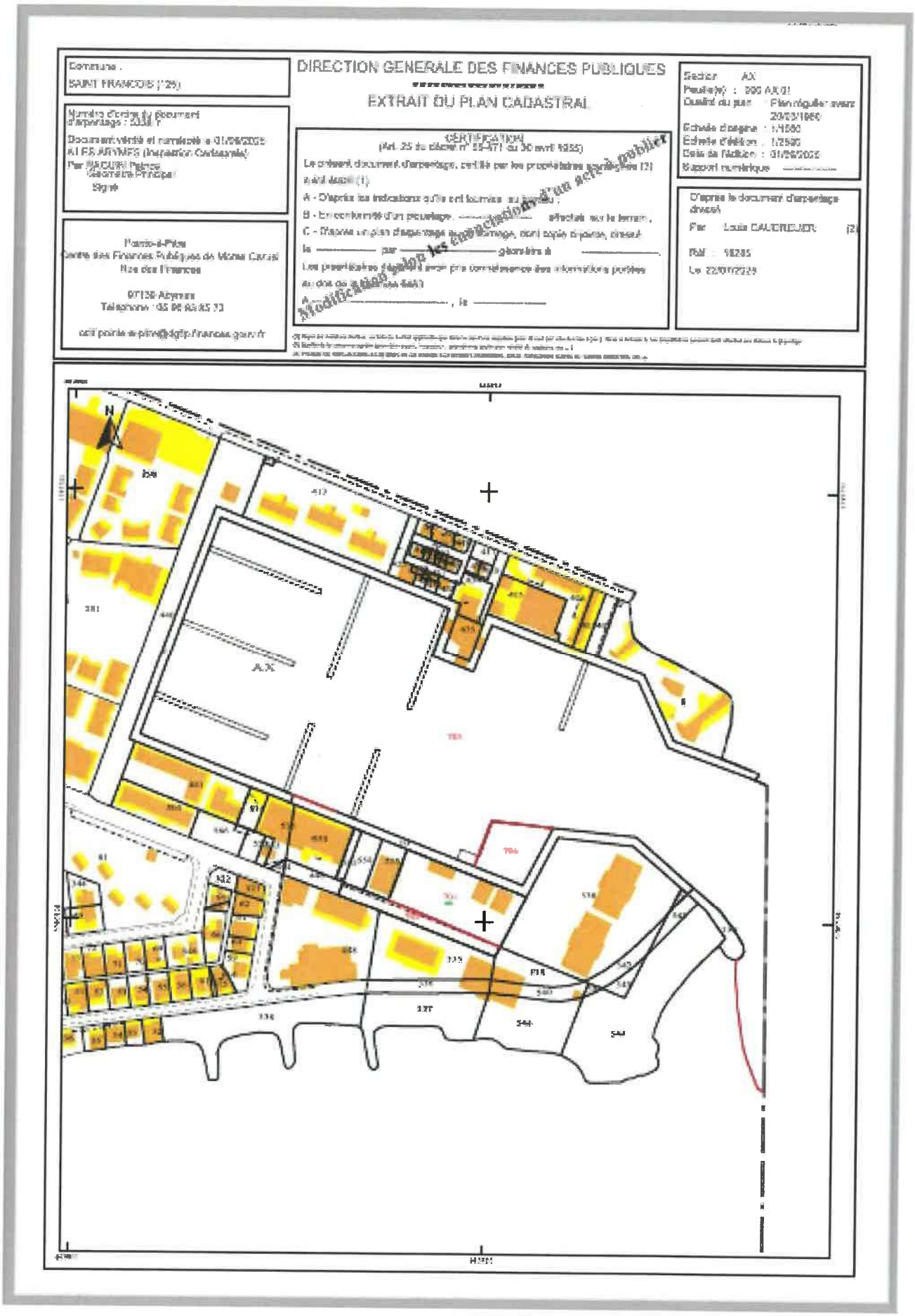
Département : 971 Commune : 125 SAINT FRANCOIS

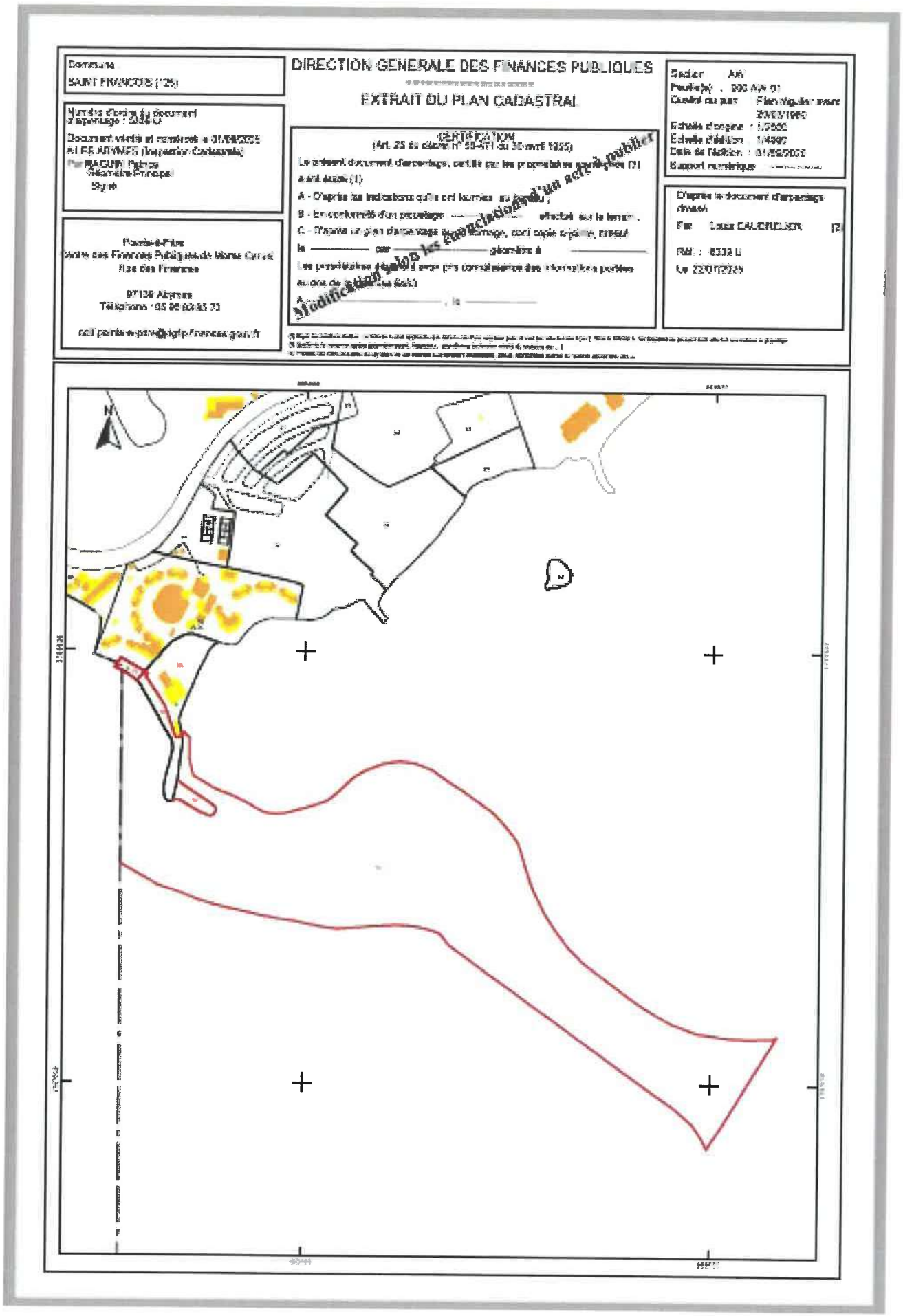
Section	N° plan	PDL	N° du lot	Quote-part Adresse	Contenance cadastrale	Parcelle	Désignation nouvelle			
							N° de DA	Section	N° plan	Contenance
AX	0555			LE HAUT DU BOURG	0ha03a60ca		125 0005336	AX	0701	0ha24a21ca
							125 0005336	AX	0702	0ha07a56ca
				Domaine non cadastré			125 0005336	AX	0703	4ha22a90ca
				Domaine non cadastré			125 0005336	AX	0704	0ha10a55ca

OBSERVATIONS DU SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE

Décrets modifiés du 4 janvier 1955 art. 7 et 40 et du 14 octobre 1955 art. 21 et 30

1 / 1


DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL
Commune :
SAINT FRANCOIS (*29)
Section : AX
Feuille(s) : 000 AX 01
Qualité du plan : Plan régulier avant 20/03/1980
Echelle d'origine : 1/1000
Echelle d'édition : 1/2500
Date de l'édition : 01/09/2025
Support numérique
CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)
Modification apportée par les conservateurs avant publication
Pointe-à-Pitre
Centre des Finances Publiques de Morne Carrais
Rue des Finances
97139 Abymes
Téléphone : 05 90 82 85 73
AX
N


DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL
SAINT FRANCOIS (*25)
Modification pour les connexions d'un accès à publier
N





V-. DOTATION D'ÉQUIPEMENT DES TERRITOIRES RURAUX (DETR) 2026 : RÉHABILITATION DE L'HÔTEL DE POLICE – MODIFICATION ET APPROBATION DU NOUVEAU PLAN DE FINANCEMENT (délibération n° 2026-07/052).

Par délibération n° 2026-06/033 du 11 Juin 2026, le Conseil Municipal a approuvé le plan de financement de l'opération «Réhabilitation de l'Hôtel de Police», selon le tableau suivant :

DÉPENSES		
DESCRIPTIF		MONTANT HT
RÉHABILITATION DE L'HÔTEL DE POLICE	Maitrise d'œuvre	49 800,00 €
	Phase 1 Création et aménagement d'un espace destiné à accueillir le Centre de supervision urbaine	28 010,94 €
	Phase 2 Rénovation et aménagement Hôtel de Police Municipale	164 658,36 €
	Phase 3 Extension du bâtiment	391 992,41 €
TOTAL		634 461,71 €

RESSOURCES	
FINANCEUR(S)	MONTANTS HT
DETR	507 569,37 €
Commune	126 892,34 €
TOTAL	634 461,71 €

Le projet de réhabilitation de l'Hôtel de Police Municipale vise à doter la commune d'un équipement fonctionnel, sécurisé et adapté, afin d'améliorer l'efficacité des agents, de réactiver le Centre de Supervision Urbaine (CSU), de renforcer la coordination avec les partenaires de sécurité, d'assurer un accueil du public de qualité et de garantir de meilleures conditions de travail. Il s'inscrit pleinement dans les priorités de la **Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR) 2026**, en contribuant au renforcement des services publics de proximité, à la sécurisation du territoire et au développement harmonieux de la commune.

Cependant, le montant maximal pouvant être attribué à ce type de projet étant de 500 000,00 €, nous devons procéder à une modification du plan de financement pour répondre aux critères de la DETR.

Ainsi, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le nouveau plan de financement relatif à cette opération conformément au tableau listé ci-après et d'autoriser le Maire à engager toute démarche et signer tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

DÉPENSES		
DESCRIPTIF		MONTANT HT
RÉHABILITATION DE L'HÔTEL DE POLICE	**Maitrise d'œuvre**	49 800,00 €
	Phase 1 Création et aménagement d'un espace destiné à accueillir le Centre de supervision urbaine	28 010,94 €
	Phase 2 Rénovation et aménagement Hôtel de Police Municipale	164 658,36 €
	Phase 3 Extension du bâtiment	391 992,41 €
TOTAL		**634 461,71 €**

RESSOURCES	
FINANCEUR(S)	MONTANTS HT
DETR	500 000,00 €
Commune	134 461,71 €
TOTAL	**634 461,71 €**

Le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir délibérer pour approuver ce plan de financement et qui accompagnera la demande de subvention DETR 2026.

LE CONSEIL MUNICIPAL ;
Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu la loi n° 82-213 du 02 Mars 1982 relative aux droits et aux libertés des Communes, des départements et des Régions modifiée ;

Vu la Loi n° 2004-809 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;
Vu la délibération n° 2026-06/033 du Conseil Municipal du 11 Juin 2026 relative à la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR) 2026 : Réhabilitation de l'Hôtel de Police - Approbation du plan de financement et demande de subvention ;

Considérant le dossier de demande de subventions élaboré par la Ville en réponse à l'axe n° 7, catégorie : 7.1 «Protection des populations» ;

Considérant qu'il est nécessaire de doter la commune d'un équipement fonctionnel, sécurisé et adapté, afin d'améliorer l'efficacité des agents et répondre à la hausse des enjeux de sécurité ;

Considérant la possibilité de bénéficier de subventions pour effectuer des travaux et répondre à notre mission de service public ;

Ayant entendu l'exposé de son Rapporteur, Madame Nathalie SKRZYNSKI, Directrice des Budgets et des Domaines ;
Après en avoir délibéré ;

DÉCIDE :

Article 1 : D'APPROUVER le nouveau plan de financement de l'opération *«Réhabilitation de l'Hôtel de Police»* comme suit :

DÉPENSES		
DESCRIPTIF		MONTANT HT
RÉHABILITATION DE L'HÔTEL DE POLICE	**Maitrise d'œuvre**	49 800,00 €
	Phase 1 Création et aménagement d'un espace destiné à accueillir le Centre de supervision urbaine	28 010,94 €
	Phase 2 Rénovation et aménagement Hôtel de Police Municipale	164 658,36 €
	Phase 3 Extension du bâtiment	391 992,41 €
TOTAL		**634 461,71 €**

RESSOURCES	
FINANCEUR(S)	MONTANTS HT
DETR	500 000,00 €
Commune	134 461,71 €
TOTAL	**634 461,71 €**

Article 2 : DE SOLLICITER les cofinancements nécessaires et d'inscrire les dépenses afférentes au budget.

Article 3 : D'AUTORISER le Maire à engager toute démarche et à signer tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

Article 4 : le Maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Article 5 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Guadeloupe dans un délai de deux (02) mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Monsieur MARY s'interroge sur les motifs de ce réajustement.

La Directrice des Budgets et des Domaines informe que la demande de procéder à cette manœuvre émane des services de l'État. En fonction des requêtes qui leur parviennent, ils ont effectué un réajustement et nous ont indiqués que le montant maximal était de 500 000 €.

Adoptée à l'unanimité.

VI-. FONDS EUROPÉEN DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL (FEDER) 2021 / 2027 : APPEL À PROJETS «TERRITOIRE ENGAGÉ POUR LA NATURE» (TEN) - MODIFICATION ET APPROBATION DU NOUVEAU PLAN DE FINANCEMENT (délibération n° 2026-07/053).

Par délibération n° 2025-09/102 du 25 Septembre 2025, le Conseil Municipal a approuvé le plan de financement de l'opération «Appel à projets : Territoire Engagé pour la Nature» (TEN) », selon le tableau suivant :

DÉPENSES		RECETTES	
DESCRIPTIF	MONTANT HT	FINANCEUR(S)	MONTANTS
Frais de personnel directs Chargé de Mission TEN	106 641,85 €	**FEDER**	93 960,57 €
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel Ordinateur et jumelles	3 900,00 €	**Autofinancement**	16 581,28 €
	110 541,85 €	**TOTAL**	**110 541,85 €**

Pour rappel, la ville de Saint-François a été labellisée «Territoire Engagé pour la Nature» (TEN) en reconnaissance des actions menées sur les sites naturels de la commune à travers des programmes emblématiques : Opération Grand Site de la Pointe-des-Châteaux, Atlas de la Biodiversité Communale, Plant'Aksyon - Life4Best et l'accompagnement des aires éducatives (Marais de la Pointe Gros-Bœuf, Anse Loquet et Anse à la Gourde).

Le dispositif TEN permet à la commune de bénéficier d'un financement sur «Fonds Européen de Développement Régional» (FEDER) à hauteur de 85 % pour un poste de chargé de mission afin de mettre en œuvre les fiches actions inscrites dans le dossier de candidature.

Il s'agit d'une opportunité forte pour la commune afin de poursuivre les programmes en faveur de la biodiversité, notamment sur des secteurs plus agricoles à travers la préservation des mares communales ou des secteurs urbains à travers l'aménagement d'ilots de fraicheur avec des espèces indigènes dans le bourg.

À la suite de la mise en instruction de la demande de financement dans le cadre du FEDER, il s'avère que seuls les frais de personnel directs sont éligibles.

Il convient donc d'adapter le plan de financement comme suit :

- Durée du contrat de travail de 24 mois
  - Le précédent montant étant basé sur un délai de 32 mois, délai validé par délibération n° **2024-03/003** du 04 Mars 2024 ayant pour objet «Création d'un emploi dans le cadre d'un contrat de projet pour l'emploi d'un(e) chargé(e)de mission TEN (Territoire Engagé pour la Nature)» ;

Par conséquent, nous sollicitons l'avis du Conseil Municipal sur l'approbation de la modification du plan de financement d'un(e) chargé(e) de mission TEN présenté précédemment, par le suivant :

DÉPENSES		RECETTES	
DESCRIPTIF	MONTANT HT	FINANCEUR(S)	MONTANTS
Frais de personnel directs Chargé de mission TEN	97 836,48 €	**FEDER**	83 161,01 €
		Autofinancement	14 675,47 €
	97 836,48 €	**TOTAL**	**97 836,48 €**

LE CONSEIL MUNICIPAL ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment l'article L.332-24 ;
Vu le Décret n° 88-145 du 15 Février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;
Vu le Décret n° 2020-172 du 27 Février 2020 relatif au contrat de projet dans la fonction publique ;
Vu la volonté de Monsieur le Maire et de l'élue référente, pour la candidature au dispositif TEN en Juin 2023 ;
Vu le dossier de candidature au dispositif TEN composé notamment de 4 fiches actions ;
Vu le courrier de reconnaissance TEN – Saint-François de l'Agence Régionale de la Biodiversité des Iles de Guadeloupe (ARB-IG) du 18 juillet 2023 ;

Vu la délibération n° 2024-03/003 du Conseil Municipal du 04 Mars 2024 portant création d'un emploi dans le cadre d'un contrat de projet pour l'emploi d'un(e) Chargé(e) de Mission TEN (Territoire Engagé pour la Nature) ;

Vu la délibération n° 2025-09/102 du Conseil Municipal du 25 Septembre 2025 relative à l'appel à projets « Territoire Engagé pour la Nature » (TEN) dans le cadre du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) 2021 / 2027 - Approbation du plan de financement et demande de subvention ;

Considérant que le dispositif TEN permet à la commune de bénéficier d'un financement européen à hauteur de 85 % pour un poste de chargé de mission afin de mettre en œuvre les fiches actions inscrites dans le dossier de candidature ;

Considérant qu'il s'agit d'une opportunité forte pour la commune afin de poursuivre les programmes en faveur de la biodiversité ;

Considérant que la chargée de mission « Territoire Engagé pour la Nature » occupe cette fonction depuis le 15 Octobre 2024 par le contrat de travail n° AM/RH/2024-09/1123 ;

Ayant entendu l'exposé de son Rapporteur, Madame Nathalie SKRZYNSKI, Directrice des Budgets et des Domaines ;
Après en avoir délibéré ;

DÉCIDE :

Article 1 : D'APPROUVER le nouveau plan de financement de l'opération comme suit :

DÉPENSES		RECETTES	
DESCRIPTIF	MONTANT HT	FINANCEUR(S)	MONTANTS
Frais de personnel directs Chargé de mission TEN	97 836,48 €	**FEDER**	83 161,01 €
		Autofinancement	14 675,47 €
	97 836,48 €	**TOTAL**	**97 836,48 €**

Article 2 : DE SOLLICITER les cofinancements nécessaires et d'inscrire les dépenses afférentes au budget.

Article 3 : D'AUTORISER Monsieur le Maire à engager toute démarche et à signer tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

Article 4 : Le Maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Article 5 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Guadeloupe dans un délai de deux (02) mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Monsieur MARY s'interroge sur les raisons de cette situation.

La Directrice des Budgets et des Domaines précise que cela résulte de la période de recrutement qui a pris du temps, car la personne n'a pas été engagée immédiatement, ce qui a diminué la durée du contrat.

Adoptée à l'unanimité.

VII-. SÉCURISATION DE LA CLÔTURE DU STADE DE ZÉVALLOS - DEMANDE DE SUBVENTION AGENCE NATIONALE DU SPORT (ANS) / MODIFICATION ET APPROBATION DU NOUVEAU PLAN DE FINANCEMENT (délibération n° 2026-07/054).

Par délibération n° 2026-06/032 du 11 Juin 2026, le Conseil Municipal a approuvé le plan de financement de l'opération «Sécurisation de la clôture du stade de Zevallos», selon le tableau suivant :

DÉPENSES		RESSOURCES		
OPÉRATIONS	Montant (HT)	Financeurs	%	Montant (HT)
Travaux de sécurisation du stade de Zévallos	150 000,00 €	ANS	80 %	120 000,00 €
		Commune	20 %	30 000,00 €
Total	150 000,00 €	Total	100 %	150 000,00 €

Ce projet répond à plusieurs enjeux majeurs pour la commune et, plus largement, pour le territoire communautaire. En effet, le stade de Zévallos accueille régulièrement des associations sportives, des manifestations et des événements recevant du public. L'état actuel des clôtures présente aujourd'hui des risques en matière de sécurité et nécessite une intervention afin de garantir des conditions d'accueil conformes aux exigences réglementaires applicables aux équipements sportifs ouverts au public.

Au-delà de la seule sécurisation du site, cette opération vise également à conforter le rôle du stade de Zévallos comme équipement de soutien et de continuité des activités sportives du territoire, notamment lorsque le stade principal de la commune ne peut être mobilisé. Le maintien d'une infrastructure secondaire pleinement opérationnelle constitue ainsi un enjeu essentiel pour assurer la continuité des pratiques sportives, l'organisation d'événements et l'accueil des usagers dans des conditions adaptées.

Après un diagnostic préliminaire du projet, diligenté par la collectivité et effectué par le bureau d'étude BEINTEC, le nouveau montant estimé est 177 835,13 € (cent soixante-dix-sept mille huit cent trente-cinq euros et treize centimes).

Ce montant comprend les opérations suivantes :

- Études et Mission de maitrise d'œuvre (29 980,13 €),
- Travaux de démolition et reconstruction du mur (147 855,00 €).

Pour cette raison, il convient de revoir l'enveloppe de l'opération et de réactualiser le plan de financement.

Pour permettre la poursuite de ce projet dans de bonnes conditions et au plus juste des coûts connus (coût estimatif fourni par le bureau d'étude BEINTEC), le plan de financement modifié proposé est le suivant :

DÉPENSES		RESSOURCES		
OPÉRATIONS	Montant (HT)	Financeurs	%	Montant (HT)
Études et Mission de maitrise d'œuvre	29 980,13 €	ANS	80 %	142 268,10 €
Travaux de démolition et reconstruction du mur	147 855,00 €	Commune	20 %	35 567,03 €
Total	177 835,13 €	Total	100 %	177 835,13 €

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'approuver la modification du plan de financement ci-dessus, relatif au projet de cadre de **travaux de sécurisation du stade de Zévallos,** et d'autoriser le Maire à engager toute démarche et signer tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

LE CONSEIL MUNICIPAL,
Vu la Loi n° 2004-809 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGTC), notamment ses articles L.5215-26 et L.5216-5 VI ;
Vu la délibération n° 2021-CC-8S-DAF-56 de la Communauté d'Agglomération «LA RIVIÉRA DU LEVANT» (CARL) approuvant la mise en place du fond de concours au profit des communes membres de la CARL pour la réalisation d'équipements structurants du territoire ;

Vu la délibération n° 2026-06/032 du Conseil Municipal du 11 Juin 2026 portant demande de subvention auprès de l'Agence Nationale du Sport (ANS) pour le projet de sécurisation du stade de Zévallos ;

Considérant que le montant du fonds de concours alloué n'excède pas la part du financement assuré, hors subvention, conformément au plan de financement ci-avant ;

Ayant entendu l'exposé de son rapporteur, Madame Nathalie SKRZYNSKI, Directrice des Budgets et des Domaines ;
Après en avoir délibéré ;

DÉCIDE :

Article 1 : D'APPROUVER le nouveau plan de financement relatif au projet de travaux de sécurisation et de réparation de sites sportifs sur le territoire de Saint-François comme suit :

DÉPENSES	
OPÉRATIONS	**Montant (HT)**
Études et Mission de maitrise d'œuvre	29 980,13 €
Travaux de démolition et reconstruction du mur	147 855,00 €
Total	**177 835,13 €**

RESSOURCES		
Financeurs	**%**	**Montant (HT)**
ANS	**80 %**	142 268,10 €
Commune	**20 %**	35 567,03 €
Total	**100 %**	**177 835,13 €**

Article 2 : DE SOLLICITER les cofinancements nécessaires et d'inscrire les dépenses afférentes au budget.

Article 3 : D'AUTORISER le Maire à engager toute démarche et à signer tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

Article 4 : Le Maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Article 5 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Guadeloupe dans un délai de deux (02) mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Monsieur MARY s'interroge sur la section de la clôture qui est concernée par la sécurisation.

La Directrice de la Commande Publique et de la Stratégie Achat (DCPSA) apporte quelques précisions sur le budget alloué aux études et aux missions de maîtrise d'œuvre. En effet, il y a l'analyse des bureaux de vérification de contrôle technique. La mission de maîtrise d'œuvre ne s'élève pas à 29 000 €, mais à moins de 25 000 €. Actuellement, cette opération est au stade de projet. En ce qui concerne les travaux de démolition et de reconstruction, cela concerne l'ensemble de l'ouvrage. Effectivement, sur environ ¾ du linéaire, une chute de la clôture et une fragilité ont été constatées à la fin de celle-ci. Une étude de sol est nécessaire pour commencer le processus de démolition et de reconstruction. Cette étude de sol pourra alors valider les prochaines étapes en matière d'urbanisme sur le terrain de Zévallos.

Monsieur MARY souligne que la commune est propriétaire du stade de Zévallos, bien qu'il soit situé sur le territoire du Moule. En conséquence, il attire l'attention sur la nécessité d'une vigilance dans les démarches liées à l'urbanisme.

La Directrice de la Commande Publique et de la Stratégie Achat (DCPSA) rassure Monsieur MARY en lui confirmant que des mesures seront mises en place suite à ces informations. Elle ajoute que la parcelle adjacente au mur appartient à un particulier, qui a déjà été contacté.

Adoptée à l'unanimité.

VIII-. VIDÉOPROTECTION – MODIFICATION ET APPROBATION DU NOUVEAU PLAN DE FINANCEMENT POUR L'IMPLANTATION DE 38 CAMÉRAS ET LA CRÉATION D'UN CENTRE DE SUPERVISION URBAIN SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE SAINT-FRANÇOIS (délibération n° 2026-07/055).

Par délibération N° 2026-03/012 du 05 Mars 2026, le Conseil Municipal a approuvé le plan de financement de l'opération « *Vidéoprotection – Approbation du plan de financement pour l'implantation de 38 caméras et la création d'un Centre de Supervision Urbain sur le territoire de la ville de Saint-François* », selon le tableau suivant :

DÉPENSE		RECETTE			
OPÉRATION	Montant des dépenses (HT)	FINANCEUR		%	Montant des recettes (HT)
Remise en service du système de Vidéoprotection et extension Caméra	1 110 418,00 €	Région	HQPV	15	170 571,60 €
			QPV	7	74 093,00 €
		DSIL		28	305 537,00 €
		FIPD		16	180 000,00 €
		Autofinancement		34	380 216,40 €
TOTAL	1 110 418,00 €	TOTAL		100	1 110 418,00 €

Ce projet vise à renforcer la gestion urbaine et à améliorer la sécurité sur l'ensemble du territoire de la commune. Les problématiques récurrentes de salubrité, de circulation, ainsi que la protection des biens et des personnes nécessitent la mise en place d'outils adaptés de prévention et d'intervention.

Dans cette perspective, la commune a engagé la mise en œuvre d'un dispositif de vidéoprotection sur l'espace public. Ce dispositif vise à lutter plus efficacement contre les actes de délinquance, à sécuriser les zones les plus fréquentées (espaces commerçants, entrées de ville, bâtiments publics) et à améliorer la réactivité des services compétents (Gendarmerie Nationale, Police Municipale, Services Techniques).

L'installation de 38 caméras de vidéoprotection, ainsi que la mise à jour des équipements du Centre de Supervision Urbain, a été définie conjointement avec les partenaires de sécurité. Une étude technique et financière a permis d'optimiser l'implantation afin de limiter les travaux. Le coût total du projet s'élève à **1 110 418,00 € HT**.

Compte tenu de la nécéssité d'accompagnemer des collectivités en matière de sécurité, le Préfet de Région a engagé une démarche visant à élargir les dispositifs de financement mobilisables pour l'installation de systèmes de vidéoprotection. À la suite d'un courrier des services de l'État, la commune a été informée de la possibilité de solliciter la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR), en complément du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (FIPD).

Cette nouvelle possibilité de cofinancement conduit à modifier le plan de financement initial de l'opération. Le nouveau plan de financement est donc le suivant :

DÉPENSE		RECETTE			
OPÉRATION	Montant des dépenses (HT)	FINANCEUR		%	Montant des recettes (HT)
Remise en service du système de Vidéoprotection et extension Caméra	1 110 418,00 €	Région	HQPV	15	170 571,60 €
			QPV	7	74 093,00 €
		DETR		28	305 357,50 €
		FIPD		16	180 000,00 €
		Autofinancement		34	380 395,90 €
TOTAL	1 110 418,00 €	TOTAL		100	1 110 418,00 €

LE CONSEIL MUNICIPAL,
Vu la Loi n° 2004-809 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment ses articles L.5215-26 et L.5216-5 VI ;
Vu la délibération n° 2026-03/012 du Conseil Municipal du 05 Mars 2026 portant approbation du plan de financement pour l'implantation de 38 caméras et la création d'un Centre de Supervision Urbain sur le territoire de la ville de Saint-François dans le cadre de la vidéoprotection ;

Considérant la démarche engagée par le Préfet de Région visant à élargir les dispositifs de financement mobilisables pour l'installation de systèmes de vidéoprotection ;

Considérant la possibilité pour la ville de solliciter la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR), en complément du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (FIPD) ;

Ayant entendu l'exposé de son Rapporteur, Madame Nathalie SKRZYNSKI, Directrice des Budgets et des Domaines ;
Après en avoir délibéré ;

DÉCIDE :

Article 1 : D'APPROUVER le nouveau plan de financement de l'opération comme suit :

DÉPENSE		RECETTE			
OPÉRATION	**Montant des dépenses (HT)**	**FINANCEUR**		**%**	**Montant des recettes (HT)**
Remise en service du système de Vidéoprotection et extension Caméra	1 110 418,00 €	**Région**	HQPV	15	170 571,60 €
			QPV	7	74 093,00 €
		DETR		28	305 357,50 €
		FIPD		16	180 000,00 €
		Autofinancement		34	380 395,90 €
TOTAL	**1 110 418,00 €**	**TOTAL**		**100**	**1 110 418,00 €**

Article 2 : DE SOLLICITER les cofinancements nécessaires et d'inscrire les dépenses afférentes au budget.

Article 3 : D'AUTORISER le Maire à engager toute démarche et à signer tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

Article 4 : Le Maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Article 5 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Guadeloupe dans un délai de deux (02) mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Monsieur MARY s'interroge sur les modalités d'attribution entre la DETR et la DSIL, se demandant s'il n'existe pas de modifications ou de contraintes supplémentaires.

Le Directeur Général des Servies précise que la DETR et la DSIL constituent toutes deux des dispositifs d'aides financières axés sur l'investissement. L'État gère ce que l'on appelle des BOP, et en fonction des fonds disponibles, il peut y avoir une certaine flexibilité dans l'allocation des crédits, permettant ainsi de choisir le dispositif approprié. Cela relève d'une gestion interne qui influence leur prise de décision. Il est probable que l'enveloppe de la DETR soit déjà orientée vers des actions territoriales plus avancées.

Adoptée à l'unanimité.

Notons le déport de Monsieur COPANEL pour le point suivant.

IX-. TAXES ET PRODUIS IRRECOUVRABLES : ADMISSION EN NON-VALEUR (délibération n° 2026-07/056).

Les créances irrécouvrables des taxes et produits correspondent aux titres émis par la collectivité mais dont le recouvrement ne peut être mené à son terme par le comptable public en charge du recouvrement.
L'irrécouvrabilité des créances peut être soit temporaire dans le cas des créances admises en non-valeur, soit définitive dans le cas des créances éteintes.

1 – Définition

L'admission en non-valeur (6541 «créances admises en non-valeur»)
L'admission en non-valeur des créances est décidée par l'assemblée délibérante de la collectivité dans l'exercice de sa compétence budgétaire. Elle est demandée par le Comptable Public lorsqu'il rapporte les éléments propres à démontrer que malgré toutes les diligences qu'il a effectuées, il ne peut pas en obtenir le recouvrement.

L'admission en non-valeur prononcée par l'assemblée délibérante ne met pas obstacle à l'exercice des poursuites : la décision prise n'éteint pas la dette du redevable. Le titre émis conserve un caractère exécutoire et l'action en recouvrement demeure possible dès qu'il apparaît que le débiteur revient à «meilleure fortune».

En cas de refus d'admettre la non-valeur, l'assemblée doit motiver sa décision et précise au comptable les moyens de recouvrement qu'elle souhaite mettre en œuvre.

Les créances éteintes (6542 «créances éteintes»)
Les créances éteintes sont des créances qui restent valides juridiquement en la forme et au fond mais dont l'irrécouvrabilité résulte d'une décision juridique extérieure définitive qui s'impose à la collectivité créancière et qui s'oppose à toutes actions de recouvrement.

2 - Les motifs de présentation (liste non exhaustive)

- Clôture pour insuffisance d'actifs LJ (Liquidation Judiciaire) ;
- Surendettement / effacement des dettes ;
- PV de carence : l'huissier dresse un procès-verbal (PV) de carence lorsque les biens qui garnissent actuellement les lieux occupés par le redevable : sont insaisissables en vertu des dispositions législatives et réglementaires, ou ont une valeur marchande insuffisante ;
- Poursuite sans effet : le créancier n'a pas de ressource. Une opposition à tiers détenteur bancaire (OTD) revient avec la mention «solde bancaire insaisissable» ou «solde débiteur» ;
- NPAI (N'habite Pas à l'Adresse Indiquée) et renseignement négatif ;
- Personne disparue ;
- Décédé et renseignement négative ;
- Combinaison infructueuse d'actes : OTD bancaire et OTD employeur négatives ;
- Reste à recouvrer (RAR) inférieur au seuil de poursuite ;
- Demande de renseignement négative.

3 - Détail de listes

Pour le Budget Principal :

- La liste n° 656070134, d'un montant total de 1 575,26 € concerne le non-recouvrement de titres de 1996 à 2014 émis pour des loyers ;

- La liste n° 359170234, d'un montant total de 42 850,00 € concerne le non-recouvrement de titres de 2011 à 2016 émis pour des loyers

LE CONSEIL MUNICIPAL ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2121-29 ;
Vu l'instruction budgétaire M57 ;
Vu les états transmis par le Comptable Public correspondant aux listes numéros 656070134 et 359170234 ;
Vu l'avis de la Commission «Stratégies Fiscales et Financières» en date du Lundi 20 Juillet 2026 ;
Ayant entendu l'exposé de son Rapporteur, Madame Nathalie SKRZYNSKI, Directrice des Budgets et des Domaines ;
Après en avoir délibéré ;

DÉCIDE :

Article 1 : D'ADMETTRE en non-valeur les créances irrécouvrables pour un montant total de 44 425,26 € (1 575,26 € + 42 850,00 €) et indique que les dépenses correspondantes seront imputées au compte 6541 «***Créances admises en non-valeur***».

EDITION HELIOS
Présentation en non valeurs
arrêtée à la date du 17/01/2025
101015 SGC CA RIVIERA DU LEVANT
20000 Ville de Saint François

Exercice :	2026
Numéro de la liste :	656070134
21 pièces présentes pour un total de :	1 575,26

		Nombre de pièces	Montant
Catégories et natures juridiques de débiteurs	Personne physique - Particulier	4	307,00
	Personne morale de droit privé		
	Personne morale de droit public		
	Personne physique – Inconnue	17	1 268,26
	Personne physique – Artisan Commerçant, Agriculteur		

Catégories de produits	cantine enfants		
	Autres produits		
	Autres produits fiscaux		
Motifs de présentation	RAR inférieur seuil poursuite	21	1 575,26
Tranches de montant	Inférieur strictement à 100	16	1 058,46
	Supérieur ou égal à 100 et inférieur strictement à 1000	5	516,80
	Supérieur ou égal à 1000 et inférieur strictement à 5000		
	Supérieur ou égal à 5000		
Exercice de P.E.C	2014	2	189,00
	2011	1	12,00
	2008	2	208,40
	2006	2	208,40
	2005	1	80,00
	2000	12	792,70
	1996	1	84,76

Nature Juridique	Exercice pièce	Référence de la pièce	N° ordre	Imputation budgétaire de la pièce	Code Service	Nom du redevable	Objet pièce	Etab. Geo	Montant restant à recouvrer	Motif de la présentation	Observations
Particulier	2011	T-527	1	70322-414-		BONNEFOI/GUSTIN Miche	300		12,00	RAR inférieur seuil poursuite	emplacement
Inconnue	2000	T-900565000136	1	5899–		NERNON VVE POININ VIC	300		45,43	RAR inférieur seuil poursuite	loyer
Inconnue	2000	T-900566000134	1	5899–		NERNON VVE POININ VIC	300		45,43	RAR inférieur seuil poursuite	loyer
Inconnue	2000	T-900566000074	1	5899–		JEAN NOEL Sully	300		53,66	RAR inférieur seuil poursuite	loyer
Inconnue	2000	T-900565000075	1	5899–		JEAN NOEL Sully	300		53,66	RAR inférieur seuil poursuite	loyer
Inconnue	2000	T-900565000058	1	5899–		FERNON Leon	300		57,31	RAR inférieur seuil poursuite	loyer
Inconnue	2000	T-900566000057	1	5899–		FERNON Leon	300		57,31	RAR inférieur seuil poursuite	loyer
Inconnue	2000	T-900566000025	1	5899–		CIGA Leon	300		78,05	RAR inférieur seuil poursuite	loyer
Inconnue	2000	T-900565000025	1	5899–		CIGA Leon	300		78,05	RAR inférieur seuil poursuite	loyer
Inconnue	2000	T-900565000033	1	5899–		DAIJARDIN Thimothee	300		79,58	RAR inférieur seuil poursuite	loyer
Inconnue	2000	T-900566000033	1	5899–		DAIJARDIN Thimothee	300		79,58	RAR inférieur seuil poursuite	loyer
Inconnue	2005	T-677	1	5898–		DAIJARDIN Pierre Rene	300		80,00	RAR inférieur seuil poursuite	loyer
Inconnue	2000	T-900565000176	1	5899–		WALLON CHRISTIAN .	300		82,32	RAR inférieur seuil poursuite	loyer
Inconnue	2000	T-900566000174	1	5899–		WALLON CHRISTIAN .	300		82,32	RAR inférieur seuil poursuite	loyer
Inconnue	1996	T-194	1	5898–		GITES VANILLE CHOCOLA	300		84,76	RAR inférieur seuil poursuite	
Particulier	2014	T-202	1	7788-01-		LAGASSE Jean	300		89,00	RAR inférieur seuil poursuite	déplacement véhicule
Inconnue	2006	T-605	1	5898–		CIGA Leon Daniel	300		102,40	RAR inférieur seuil poursuite	loyer
Inconnue	2008	T-29	1	752-01-		CIGA Leon	300		102,40	RAR inférieur seuil poursuite	loyer
Particulier	2006	T-612	1	5898–		DAIJARDIN Alexis Hrs	300		106,00	RAR inférieur seuil poursuite	loyer
Inconnue	2008	T-36	1	752-01-		DAIJARDIN Alexis Par	300		106,00	RAR inférieur seuil poursuite	loyer
Particulier	2014	T-178	1	752-01-		SOUDIAGOM Annick	300		100,00	RAR inférieur seuil poursuite	loyer

TOTAL	1 575,26

EDITION HELIOS
Présentation en non valeurs
arrêtée à la date du 16/01/2025
101015 SGC CA RIVIERA DU LEVANT
20000 – Ville de Saint François

Exercice :	2025
Numéro de la liste :	359170234
48 pièces présentes pour un total de :	42 850,00

		Nombre de pièces	Montant
Catégories et natures juridiques de débiteurs	Personne physique - Particulier	44	37 750,00
	Personne morale de droit privé		
	Personne morale de droit public		
	Personne physique – inconnue	4	5 100,00
	Personne physique – Artisan Commerçant, Agriculteur		
Catégories de produits	cantine enfants		
	Autres produits		
	Autres produits fiscaux		
Motifs de présentation	Poursuite sans effet	4	2836,65
	Décédé et demande renseignement négative	24	21613,94
	Combinaison infructueuse d actes	28	24295,85
	Durée validité PVC depassée	6	10717,5
Tranches de montant	Inférieur strictement à 100	1	59,68
	Supérieur ou égal à 100 et inférieur strictement à 1000	27	12082,82
	Supérieur ou égal à 1000 et inférieur strictement à 5000	20	30707,5
	Supérieur ou égal à 5000	0	0
Exercice de P.E.C	2016	1	2400
	2015	17	11444,45
	2014	8	8942
	2013	1	200
	2012	20	19693,52
	2011	1	170,03

Nature Juridique	Exercice pièce	Référence de la pièce	N° ordre	Imputation budgétaire de la pièc	Code Servic	Nom du redevable	Objet pièce	Etab. Geo	Montant restant à recouvre	Motif de la présentation	Observations	Colonne1
Particulier	2012	T-642	1	752-01-		LEPRIX Harry	300		59,68	Combinaison infructueuse d actes	loyer	
Particulier	2015	T-561	1	752-01-		COPANEL Alice	300		105,65	Poursuite sans effet	loyer	
Particulier	2012	T-919	1	752-01-		LEPRIX Harry	300		149,2	Combinaison infructueuse d actes	loyer	
Particulier	2012	T-735	1	752-01-		LEPRIX Harry	300		149,22	Combinaison infructueuse d actes	loyer	
Particulier	2012	T-827	1	752-01-		LEPRIX Harry	300		149,22	Combinaison infructueuse d actes	loyer	
Particulier	2011	T-572	1	70322-414-		MAUBARET Dominique	300		170,03	Combinaison infructueuse d actes	emplacement	
Particulier	2015	T-506	1	752-01-		PAROLE Louisette	300		200	Décédé et demande renseignement négative	loyer	
Particulier	2015	T-505	1	752-01-		PAROLE Louisette	300		200	Décédé et demande renseignement négative	loyer	
Particulier	2013	T-344	1	752-01-		PAROLE Louisette	300		200	Décédé et demande renseignement négative	loyer	
Particulier	2015	T-90	1	752-01-		PAROLE Louisette	300		200	Décédé et demande renseignement négative	loyer	
Particulier	2015	T-507	1	752-01-		PAROLE Louisette	300		200	Décédé et demande renseignement négative	loyer	
Particulier	2015	T-164	1	752-01-		PAROLE Louisette	300		200	Décédé et demande renseignement négative	loyer	
Particulier	2015	T-163	1	752-01-		PAROLE Louisette	300		200	Décédé et demande renseignement négative	loyer	
Particulier	2015	T-165	1	752-01-		PAROLE Louisette	300		200	Décédé et demande renseignement négative	loyer	
Particulier	2012	T-670	1	752-01-		REGELAN Roger	300		291,06	Combinaison infructueuse d actes	loyer	
Particulier	2012	T-628	1	752-01-		FAZER Maurice	300		317,84	Décédé et demande renseignement négative	loyer	
Particulier				752-01-						Combinaison infructueuse d actes		
Particulier	2014	T-469	1	752-01-		CIGA NEE FERNON Marie	300		402	Combinaison infructueuse d actes	loyer	
Inconnue	2012	T-597	1	752-01-		BACHA Augustine	300		600	Combinaison infructueuse d actes	loyer	ROMAIN GUY
Particulier	2014	T-463	1	752-01-		COPANEL Alice	300		650	Combinaison infructueuse d actes	loyer	
Particulier	2015	T-635	1	752-01-		FAZER Maurice	300		794,6	Décédé et demande renseignement négative	loyer	
Particulier				752-01-						Combinaison infructueuse d actes		
Particulier	2012	T-812	1	752-01-		FAZER Maurice	300		794,6	Décédé et demande renseignement négative	loyer	
Particulier				752-01-						Combinaison infructueuse d actes		
Particulier	2015	T-817	1	752-01-		FAZER Maurice	300		794,6	Décédé et demande renseignement négative	loyer	
Particulier				752-01-						Combinaison infructueuse d actes		
Particulier	2015	T-569	1	752-01-		FAZER Maurice	300		794,6	Décédé et demande renseignement négative	loyer	
Particulier				752-01-						Combinaison infructueuse d actes		
Particulier	2012	T-720	1	752-01-		FAZER Maurice	300		794,6	Décédé et demande renseignement négative	loyer	
Particulier				752-01-						Combinaison infructueuse d actes		
Particulier	2012	T-904	1	752-01-		FAZER Maurice	300		794,6	Décédé et demande renseignement négative	loyer	
Particulier				752-01-						Combinaison infructueuse d actes		
Particulier	2012	T-645	1	752-01-		LOUIS Denise	300		811	Décédé et demande renseignement négative	loyer	
Particulier				752-01-						Poursuite sans effet		

Particulier	2015	T-817	1	752-01-		FAZER Maurice	300		794,6	Décédé et demande renseignement négative	loyer	
Particulier				752-01-						Combinaison infructueuse d actes		
Particulier	2015	T-569	1	752-01-		FAZER Maurice	300		794,6	Décédé et demande renseignement négative	loyer	
Particulier				752-01-						Combinaison infructueuse d actes		
Particulier	2012	T-720	1	752-01-		FAZER Maurice	300		794,6	Décédé et demande renseignement négative	loyer	
Particulier				752-01-						Combinaison infructueuse d actes		
Particulier	2012	T-904	1	752-01-		FAZER Maurice	300		794,6	Décédé et demande renseignement négative	loyer	
Particulier				752-01-						Combinaison infructueuse d actes		
Particulier	2012	T-645	1	752-01-		LOUIS Denise	300		811	Décédé et demande renseignement négative	loyer	
Particulier				752-01-						Poursuite sans effet		
Particulier	2015	T-626	1	752-01-		COPANEL Alice	300		960	Poursuite sans effet	loyer	
Particulier	2015	T-808	1	752-01-		COPANEL Alice	300		960	Poursuite sans effet	loyer	
Particulier	2015	T-78	1	752-01-		PAROLE Louisette	300		1000	Décédé et demande renseignement négative	loyer	
Particulier	2014	T-504	1	752-01-		CIGA NEE FERNON Marie	300		1005	Combinaison infructueuse d actes	loyer	
Particulier	2014	T-480	1	752-01-		CIGA NEE FERNON Marie	300		1005	Combinaison infructueuse d actes	loyer	
Particulier	2014	T-492	1	752-01-		CIGA NEE FERNON Marie	300		1005	Combinaison infructueuse d actes	loyer	
Particulier	2012	T-763	1	752-01-		REGELAN Roger	300		1400	Combinaison infructueuse d actes	loyer	
Particulier	2012	T-855	1	752-01-		REGELAN Roger	300		1400	Combinaison infructueuse d actes	loyer	
Particulier	2012	T-947	1	752-01-		REGELAN Roger	300		1400	Combinaison infructueuse d actes	loyer	
Inconnue	2012	T-781	1	752-01-		BACHA Augustine	300		1500	Combinaison infructueuse d actes	loyer	ROMAIN GUY
Inconnue	2012	T-873	1	752-01-		BACHA Augustine	300		1500	Combinaison infructueuse d actes	loyer	ROMAIN GUY
Inconnue	2012	T-689	1	752-01-		BACHA Augustine	300		1500	Combinaison infructueuse d actes	loyer	ROMAIN GUY
Particulier	2015	T-832	1	752-01-		LOUIS Denise	300		1545	Décédé et demande renseignement négative	loyer	
Particulier				752-01-						Durée validité PVC depassée		
Particulier	2015	T-650	1	752-01-		LOUIS Denise	300		1545	Durée validité PVC depassée	loyer	
Particulier				752-01-						Décédé et demande renseignement négative		
Particulier	2015	T-584	1	752-01-		LOUIS Denise	300		1545	Décédé et demande renseignement négative	loyer	
Particulier				752-01-						Durée validité PVC depassée		
Particulier	2014	T-475	1	752-01-		COPANEL Alice	300		1625	Combinaison infructueuse d actes	loyer	
Particulier	2014	T-499	1	752-01-		COPANEL Alice	300		1625	Combinaison infructueuse d actes	loyer	
Particulier	2014	T-487	1	752-01-		COPANEL Alice	300		1625	Combinaison infructueuse d actes	loyer	
Particulier	2012	T-830	1	752-01-		LOUIS Denise	300		2027,5	Durée validité PVC depassée	loyer	
Particulier				752-01-						Décédé et demande renseignement négative		
Particulier	2012	T-738	1	752-01-		LOUIS Denise	300		2027,5	Décédé et demande renseignement négative	loyer	
Particulier				752-01-						Durée validité PVC depassée		
Particulier	2012	T-922	1	752-01-		LOUIS Denise	300		2027,5	Durée validité PVC depassée	loyer	
Particulier				752-01-						Décédé et demande renseignement négative		
Particulier	2016	T-398	1	752-01-		PAROLE Louisette	produits gesti		2400	Décédé et demande renseignement négative		
						TOTAL			42 850,00			

Article 2 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Guadeloupe dans un délai de deux (02) mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Monsieur MARY présente ses excuses pour son absence à la dernière réunion de la commission. Il approuve le travail réalisé, car cela permet d'assainir les comptes, néanmoins, il convient de noter qu'il existe d'autres produits irrécouvrables.

La Directrice des Budgets et des Domaines confirme effectivement la présence d'autres produits irrécouvrables, néanmoins, il est nécessaire de prévoir les crédits budgétaires progressivement. Elle estime que cette action devrait se poursuivre. Au cours de la commission, il a été mentionné l'idée de partager trimestriellement les informations dont la commune dispose avec le Comptable Public afin d'améliorer le recouvrement des créances.

Monsieur MARY souligne que le travail des commissions en amont demeure un aspect crucial.

Monsieur MOUNSAMY souhaite savoir si l'admission en non-valeur annule la dette de manière définitive.

La Directrice des Budgets et des Domaines précise que cela dépendra du motif. Si le débiteur se trouve dans une meilleure situation financière et s'acquitte de ses dettes, le Percepteur peut toujours percevoir le paiement. En revanche, dans le cas de créances éteintes, c'est-à-dire lors d'une liquidation judiciaire prononcée par un jugement, la dette est annulée sous réserve de crédit budgétaire.

Adoptée à l'unanimité.

Notons le retour de Monsieur COPANEL.

X-. ATTRIBUTION DE SUBVENTION DANS LE CADRE DE L'APPEL À PROJET 2026 DU CONTRAT DE VILLE DE SAINT-FRANÇOIS (délibération n° 2026-07/057).

Depuis la loi du 21 Février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, la politique de la ville «est une politique de cohésion urbaine et de solidarité, nationale et locale, envers les quartiers défavorisés et leurs habitants. Elle est conduite par l'État, les collectivités territoriales et leurs groupements dans l'objectif commun d'assurer l'égalité entre les territoires, de réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines et d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants».

Le contrat de ville 2025-2030 est élaboré en déclinaison de la circulaire du 19 Mars 2025 relative à l'élaboration des contrats de ville 2025-2030 : celle-ci s'inscrit dans le droit fil de la loi de 2014, tout en précisant que cette nouvelle génération de contrats de ville doit être «recentrée sur les enjeux locaux les plus prégnants, identifiés en lien étroit avec les habitants des quartiers, articulés avec les autres stratégies de politiques publiques présentes dans les territoires».

Elle donne les objectifs suivants aux contrats de ville :

- *Simplifier et accélérer l'action publique, pour produire des résultats tangibles et mesurables pour les habitants en matière de réduction des écarts de développement économique et social ;*
- *Assurer des réponses de qualité aux attentes des habitants, parmi lesquelles la sécurité, l'écologie du quotidien et l'accès à tous les services publics, que ce soit l'offre éducative, périscolaire et extra-scolaire, sportive, culturelle ou sociale, etc. ;*
- *Maximiser la mobilisation des acteurs publics et privés tout en rendant plus lisible le rôle de l'État.*

Avec l'entrée en politique de la ville, Saint-François va désormais pouvoir soutenir, chaque année jusqu'en 2030, des actions en faveur des habitants du quartier prioritaire grâce à un Appel À Projets (AAP). L'AAP à vocation de :

- *Soutenir des actions en faveur de l'amélioration du cadre de vie des quartiers prioritaires et des habitants les plus vulnérables, et notamment les jeunes en difficulté d'insertion sociale et professionnelle, les parents de jeunes enfants, les personnes âgées isolées ;*
- *Encourager des projets innovants, en lien avec les grandes orientations du contrat de ville.*

Pour 2026, les enjeux prioritaires dans le cadre de cet appel à projets étaient :

- Enfance et d'accompagnement éducatif,
- Emploi,
- Cohésion sociale.

LE CONSEIL MUNICIPAL ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.1614-4 et L.2541-12 ;
Vu l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 Avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, modifiée par la loi 2016-1321 du 07 Octobre 2016 ;

Vu l'approbation du Budget Primitif de la ville pour l'exercice 2026 par délibération en date du 11 Juin 2026 ;
Vu la convention d'objectifs passée entre la commune et le Centre Communal d'Action Sociale de Saint-François ;
Vu la convention d'objectifs passée entre la commune et l'Association «AMAZONES GUADELOUPE» ;
Vu la convention d'objectifs passée entre la commune et l'Association «FAMILLES RURALES DU LEVANT» ;
Vu la convention d'objectifs passée entre la commune et l'Association «SECRETS D'ARCHIPEL» ;
Vu la convention d'objectifs passée entre la commune et l'Association «GUADELOUPE PERCUSSION ART» ;
Vu la convention d'objectifs passée entre la commune et l'association «UPENDOKA» ;
Considérant le Contrat de Ville signé, le 15 Décembre 2025 ;
Considérant l'avis du Comité des Financeurs du Contrat de Ville du 17 Juin 2026 ;
Ayant entendu l'exposé de son Rapporteur, Monsieur Jocelyn ELOUIN, Directeur Général des Services ;
Après en avoir délibéré ;

DÉCIDE :

Article 1 : D'ATTRIBUER aux structures suivantes, les subventions conformément au tableau ci-dessous :

BÉNÉFICIAIRES	MONTANT
Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Saint-François	5 000 €
Association «AMAZONES GUADELOUPE»	4 000 €
Association «FAMILLES RURALES DU LEVANT»	3 000 €
Association «SECRETS D'ARCHIPEL»	2 500 €
Association «GUADELOUPE PERCUSSION ART»	2 500 €
Association «UPENDOKA»	2 000 €

Article 2 : Le Maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Article 3 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Guadeloupe dans un délai de deux (02) mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Monsieur CAYACY s'interroge sur les projets portés par chacune des six associations ainsi que sur les critères ayant permis de sélectionner les bénéficiaires.

Le Coordonnateur CTG/QPV, Chef de Projet Contrat de Ville précise que parmi les critères, il était nécessaire que les projets soient structurants, apportant une valeur ajoutée par rapport à l'existant sur le territoire, et qu'ils nécessitent un cadre collaboratif entre divers partenaires, institutions et associations de la ville. Il mentionne quelques exemples de projets.

Monsieur MARY rappelle que le contrat de ville est destiné à l'ensemble de la ville, mais nous commençons avec seulement 6 associations. Il explique que cela nécessite une véritable transparence, à savoir s'il n'y a eu que 6 associations ou si d'autres ont été prises en compte, ou s'il s'agit des 6 associations sélectionnées. Par ailleurs, cette subvention sera-t-elle renouvelée ? Quelle méthode est adoptée pour évaluer la mise en œuvre et le suivi ?

Le Coordonnateur CTG/QPV, Chef de Projet Contrat de Ville indique que le contrat de ville ne s'applique qu'au périmètre QPV défini. Les projets sélectionnés visent les résidents de ce QPV. Les associations souhaitant obtenir une subvention doivent être basées dans la commune et répondre à un appel à projet. En effet, l'appel à projet a été lancé en Juin 2026 à toutes les associations du territoire. Au total, 15 projets ont été soumis, dont 12 ont reçu un avis favorable, et seulement 6 seront financés par la ville. Pour les autres projets, le plan de financement était déjà suffisant grâce aux autres partenaires du contrat de ville.

Adoptée à l'unanimité.

XI-. MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS : SUPPRESSIONS, CRÉATIONS ET MISE À JOUR DU TABLEAU DES EMPLOIS DE LA COMMUNE DE SAINT-FRANÇOIS (délibération n° 2026-07/058).

Conformément aux dispositions du Code Général de la Fonction Publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.
Il appartient donc à l'assemblée délibérante de la collectivité ou de l'établissement public de fixer l'effectif des emplois nécessaire au fonctionnement des services.

Par délibérations successives, des emplois ont été créés afin de répondre aux besoins de la collectivité. A la suite d'évolutions statutaires (avancement de grade, promotion interne), certains emplois sont désormais vacants et n'ont pas vocation à être pourvus.
Il vous est donc proposé de supprimer vingt-sept (27) emplois répartis comme suit :

- *trois (03) emplois d'adjoint administratif principal de 2ème classe à temps complet (catégorie C),*
- *deux (02) emplois d'adjoint technique principal de 2ème classe à temps complet (catégorie C),*
- *deux (02) emplois d'adjoint technique principal de 2ème classe à temps non complet (28h00) (catégorie C),*
- *six (06) emplois d'adjoint technique à temps complet (catégorie C),*
- *un (01) emploi d'adjoint du patrimoine principal de 2ème classe à temps complet (catégorie C),*
- *deux (02) emplois d'adjoint territorial d'animation principal de 2ème classe à temps complet (catégorie C),*
- *deux (02) emplois d'adjoint territorial d'animation à temps complet (catégorie C),*
- *quatre (04) emplois d'adjoint territorial d'animation à temps non complet (28h00) (catégorie C),*
- *un (01) emploi d'éducateur des activités physiques et sportives principal de 2ème classe à temps complet (catégorie B),*
- *un (01) emploi d'opérateur territorial des activités sportives à temps complet (catégorie C),*
- *un (01) emploi de chef de service de police municipale principal de 2ème classe à temps complet (catégorie B),*
- *un (01) emploi de brigadier-chef principal de police municipale à temps complet (catégorie C).*

Il appartient à l'organe délibérant, conformément aux dispositions légales énoncées ci-dessus, de supprimer ces emplois après avis du Comité Social Territorial.

Par ailleurs, dans le cadre de la politique de gestion des carrières des agents et afin de tenir compte des besoins des services ainsi que des évolutions statutaires, il est proposé de créer trente-huit (38) emplois répondant aux caractéristiques suivantes :

- *quatre (04) emplois d'adjoint administratif principal de 1ère classe à temps complet (catégorie C),*
- *cinq (05) emplois d'agent de maitrise principal à temps complet (catégorie C),*
- *un (01) emploi d'agent de maitrise principal à temps non complet (28h00) (catégorie C),*
- *un (01) emploi d'agent de maitrise à temps non complet (32h00) (catégorie C),*
- *un (01) emploi d'agent de maitrise à temps non complet (28h00) (catégorie C),*
- *huit (08) emplois d'adjoint technique principal de 1ère classe à temps complet (catégorie C),*
- *un (01) emploi d'adjoint technique principal de 1ère classe à temps non complet (30h00) (catégorie C),*
- *trois (03) emplois d'adjoint technique principal de 1ère classe à temps non complet (28h00) (catégorie C),*
- *un (01) emploi d'adjoint du patrimoine principal de 1ère classe à temps complet (catégorie C),*
- *un (01) emploi d'adjoint territorial d'animation principal de 1ère classe à temps complet (catégorie C),*
- *trois (03) emplois d'adjoint territorial d'animation principal de 1ère classe à temps non complet (30h00) (catégorie C),*
- *six (06) emplois d'adjoint territorial d'animation principal de 1ère classe à temps non complet (28h00) (catégorie C),*
- *trois (03) emplois d'opérateur territorial des activités sportives qualifié à temps complet (catégorie C).*

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la suppression des vingt-sept (27) emplois susmentionnés, après avis du Comité Social Territorial,
- d'approuver la création de trente-huit (38) emplois détaillés ci-dessus,
- de mettre à jour, en conséquence, le tableau des effectifs de la commune.

LE CONSEIL MUNICIPAL ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment son article L.313-1 ;
Vu le décret n° 2006-1690 du 22 Décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux ;

Vu le décret n° 88-547 du 06 Mai 1988 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux ;
Vu le décret n° 2006-1691 du 22 Décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux ;

Vu le décret n° 2006-1693 du 22 Décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animation ;

Vu le décret n° 2006-1692 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine ;

Vu le décret n° 92-368 du 1er Avril 1992 portant statut particulier du cadre d'emplois des opérateurs territoriaux des activités physiques et sportives ;

Vu le tableau des effectifs existant ;
Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 25 Juin 2026 portant sur la suppression d'emplois ;
Ayant entendu l'exposé de son Rapporteur, Madame Laurence CAMIER, *Adjointe au Directeur des Ressources Humaines* ;
Après en avoir délibéré ;

DÉCIDE :

Article 1 : De supprimer des vingt-sept (27) emplois suivants :

FILIERE	GRADE	CAT.	DUREE HEBDOMADAIRE DE SERVICE	EFFECTIF
Administrative	Adjoint administratif principal de 2ème classe	C	Temps complet	03
Total filière administrative				**03**
Technique	Adjoint technique principal de 2ème classe	C	Temps complet	02
Technique	Adjoint technique principal de 2ème classe	C	Temps non complet (28h00)	02
Technique	Adjoint technique	C	Temps complet	06
Total filière technique				**10**
Culturelle	Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	C	Temps complet	01
Total filière culturelle				**01**
Animation	Adjoint d'animation principal de 2ème classe	C	Temps complet	02
Animation	Adjoint d'animation	C	Temps complet	02
Animation	Adjoint d'animation		Temps non complet (28h00)	04
Total filière animation				**08**
Sportive	Éducateur des activités physiques et sportives principal de 2ème classe	B	Temps complet	01
Sportive	Opérateur des activités physiques et sportives qualifié	C	Temps complet	02
Total filière sportive				**03**
Sécurité	Chef de service de police municipale principal de 2ème classe	B	Temps complet	01
Sécurité	Brigadier-chef principal de police municipale	C	Temps complet	01
Total filière sécurité				**02**
Total global				**27**

Article 2 : De créer trente-huit (38) emplois répondant aux caractéristiques suivantes :

FILIERE	GRADE	CAT.	DUREE HEBDOMADAIRE DE SERVICE	EFFECTIF
Administrative	Adjoint administratif principal de 1ère classe	C	Temps complet	04
Total filière administrative				**04**
Technique	Agent de maitrise principal	C	Temps complet	05

Technique	Agent de maitrise principal	C	Temps non complet (28h00)	01
Technique	Agent de maitrise	C	Temps non complet (32h00)	01
Technique	Agent de maitrise	C	Temps non complet (28h00)	01
Technique	Adjoint technique principal de 1ère classe	C	Temps complet	08
Technique	Adjoint technique principal de 1ère classe	C	Temps non complet (30h00)	01
Technique	Adjoint technique principal de 1ère classe	C	Temps non complet (28h00)	03
Total filière technique				**20**
Culturelle	Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe	C	Temps complet	01
Total filière culturelle				**01**
Animation	Adjoint d'animation principal de 1ère classe	C	Temps complet	01
Animation	Adjoint d'animation principal de 1ère classe	C	Temps non complet (30h00)	03
Animation	Adjoint d'animation principal de 1ère classe	C	Temps non complet (28h00)	06
Total filière animation				**10**
Sportive	Opérateur des activités physiques et sportives qualifié	C	Temps complet	03
Total filière sportive				**03**
Total global				**38**

Article 3 : De modifier, en conséquence, le tableau des effectifs comme suit :

CADRE D'EMPLOIS	CAT.	EFFECTIFS BUDGETAIRES	EFFECTIFS POURVUS		EFFECTIFS NON POURVUS	
			TC	TNC	TC	TNC
EMPLOIS FONCTIONNELS						
Directeur Général des Services	A	1	1	0	0	0
Directeur Général Adjoint des Services	A	2	0	0	2	0
Directeur des Services Techniques	A	1	1	0	0	0
Directeur de Cabinet		1	1	0	0	0
Total des emplois fonctionnels		**5**	**3**	**0**	**2**	**0**
FILIERE ADMINISTRATIVE						
Attaché hors classe	A	1	1	0	0	0
Attaché principal Territorial	A	4	3	0	1	0
Attaché Territorial	A	5	5	0	0	0
Rédacteur Principal de 1ère classe	B	1	1	0	0	0
Rédacteur Principal de 2ème classe	B	2	2	0	0	0
Rédacteur Territorial	B	2	2	0	0	0
Adjoint Administratif Principal de 1ère classe	C	52	45	0	7	0
Adjoint Administratif Principal de 2ème classe	C	9	9	0	0	0
Adjoint Administratif	C	18	15	0	3	0
Total filière administrative		**94**	**83**	**0**	**11**	**0**
FILIERE TECHNIQUE						
Ingénieur Principal Territorial	A	2	1	0	1	0
Ingénieur Territorial	A	2	2	0	0	0
Technicien Principal de 1ère classe	B	2	1	0	1	0
Technicien principal de 2ème classe	B	1	1	0	0	0
Technicien territorial	B	2	2	0	0	0
Agent de maîtrise principal	C	11	4	0	6	1 (28h)
Agent de maîtrise	C	62	45	13 dont 3 (32h) 10 (28h)	4	1 dont 1 (32h) 0 (28h)
Adjoint technique principal de 1ère classe	C	49	25	7 dont 1 (32h) 4 (30h) 2 (28h)	12	5 dont 0 (32h) 1 (30h) 4 (28h)
Adjoint technique principal de 2ème classe	C	23	13	4 dont 1 (30h) 3 (28h)	6	0 dont 0 (30h) 0 (28h)

Adjoint technique	C	61	50	8 dont 2 (32h) 3 (30h) 3 (28h) 0 (20h)	3	0 dont 0 (32h) 0 (30h) 0 (28h) 0 (20h)
Total filière technique		**215**	**144**	**32**	**33**	**7**
FILIERE CULTURELLE						
Assistant de conservation principal de 1ère classe	B	1	1	0	0	0
Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe	C	3	2	0	1	0
Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	C	1	1	0	0	0
Adjoint du patrimoine	C	2	2	0	0	0
Total filière culturelle		**7**	**6**	**0**	**1**	**0**
FILIERE ANIMATION						
Animateur principal de 1ère classe	B	1	1	0	0	0
Adjoint d'animation principal de 1ère classe	C	39	10	17 dont 17 (28h)	3	9 dont 3 (30h) 6 (28h)
Adjoint d'animation principal de 2ème classe	C	19	3	8 dont 2 (30h) 6 (28h)	0	8 dont 1 (30h) 7 (28h)
Adjoint d'animation	C	25	4	17 dont 0 (30h) 17 (28h) 0 (26h)	4	0 dont 0 (30h) 0 (28 h) 0 (26h)
Total filière animation		**84**	**18**	**42**	**7**	**17**
FILIERE SPORTIVE						
Educateur des APS principal de 1ère classe	B	1	1	0	0	0
Opérateur territorial des activités sportives principal	C	1	1	0	0	0
Opérateur territorial des activités sportives qualifié	C	3	0	0	3	0
Opérateur territorial des activités sportives	C	2	2	0	0	0
Total filière sportive		**7**	**4**	**0**	**3**	**0**
FILIERE SOCIALE						
ATSEM principal de 1ère classe	C	10	10	0	0	0
ATSEM principal de 2ème classe	C	2	1	0	1	0
Total filière sociale		**12**	**11**	**0**	**1**	**0**
FILIERE SECURITE						
Chef de Service de Police Municipale principal de 1ère classe	B	1	1	0	0	0
Chef de Service Police Municipale	B	1	1	0	0	0
Brigadier-chef principal de police municipale	C	8	7	0	1	0
Gardien - Brigadier	C	3	3	0	0	0
Total filière sécurité		**13**	**12**	**0**	**1**	**0**
Apprenti		**5**	**5**	**0**	**0**	**0**
TOTAL GENERAL		**443**	**286**	**74**	**59**	**24**

Article 4 : Le Maire, le Directeur Général des Services et le Receveur Municipal, chacun en ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution de la présente délibération.

Article 5 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Guadeloupe dans un délai de deux (02) mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Monsieur MARY s'interroge sur les 27 suppressions par rapport aux 38 créations d'emplois.

L'Adjointe au Directeur des Ressources Humaines précise que la suppression des 27 postes concerne des emplois qui avaient été créés auparavant et qui sont désormais vacants. En revanche, les 28 créations d'emplois sont liées aux promotions des agents, permettant ainsi leur évolution professionnelle.

Monsieur le Maire confirme qu'il ne s'agit pas d'une hausse de l'effectif communal, mais plutôt d'une actualisation du tableau des emplois, ce qui facilitera l'avancement de carrière des agents communaux.

L'Adjointe au Directeur des Ressources Humaines complète ses explications en prenant pour exemple un agent recruté comme fonctionnaire stagiaire sur un emploi créé par le Conseil Municipal. Lorsque cet agent sera promu à un nouveau grade, que ce soit par un concours ou par avancement, le poste qu'il occupait auparavant deviendra vacant et il en occupera un nouveau. Dans cette optique, il ne s'agit pas d'un recrutement externe, mais d'une évolution de carrière. La suppression du poste a toujours lieu après sa création, car la nomination de l'agent ne peut être effectuée qu'après la création de l'emploi. Une fois cet emploi occupé, la suppression du poste précédemment occupé sera soumise au vote lors d'une prochaine présentation au Conseil Municipal.

Le Directeur des Ressources Humaines reconnaît la complexité inhérente à cet exercice pédagogique. À ce titre, il apporte les précisions nécessaires aux conseillers municipaux, en particulier aux nouveaux élus, afin d'assurer une bonne compréhension de tous. Dans le cadre de l'évolution de carrière des agents et pour faciliter leur nomination, des créations d'emplois pour divers grades ont été réalisées précédemment. Les avancements de grade qui ont eu lieu pour ces emplois nouvellement créés signifient que les agents ont libéré des postes devenus vacants. Ce sont ces postes qui sont proposés pour suppression. Par ailleurs, les créations de postes visent à favoriser l'évolution de carrière de certains agents pour leur permettre d'accéder à un grade supérieur. Une fois ces emplois établis, l'avancement de grade de ces agents sera effectué. Ils seront donc nommés à leur nouveau poste, ce qui entraînera la libération d'emplois qui seront proposés à la suppression lors d'un prochain Conseil Municipal. De plus, il rappelle le rapport d'orientation budgétaire qui précise clairement la création d'emplois en 2026 pour permettre l'avancement de grade des agents, tout en soulignant que la collectivité doit maintenir à jour le tableau des emplois.

Adoptée à l'unanimité.

XII-. TRANSFERT DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) A LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE LA RIVIÉRA DU LEVANT (CARL) - DÉCISION D'OPPOSITION (délibération n° 2026-07/059).

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) est un document d'urbanisme qui, à l'échelle communale, traduit un projet global d'aménagement et d'urbanisme, et fixe en conséquence les règles d'aménagement et d'utilisation des sols.

Les documents d'urbanisme sont des outils de planification et de programmation dont l'objectif est de prévoir et organiser l'aménagement du territoire ainsi que l'usage et le droit des sols, pour répondre à la fois aux besoins actuels et à venir des populations. Ils sont la traduction d'un projet des élus sur l'avenir et les enjeux de leur territoire.

La loi GRENELLE 2 du 12 Juillet 2010 prévoyait une incitation, de transférer la compétence PLU aux communautés d'agglomération et aux communautés de communes.

Aux termes de l'article 136 de la loi ALUR, les communautés de communes et d'agglomération sont compétentes de plein droit en matière de PLU à l'issue d'un délai de trois ans à compter de la publication de la loi, soit le 27 Mars 2017.

Une minorité de blocage composée d'au minimum 25 % des communes, représentant au moins 20 % de la population, peut s'opposer au transfert automatique de la compétence PLU à la Communauté d'Agglomération.

Par délibération du 21 Mars 2017, le Conseil Municipal s'était opposé au transfert de la compétence au motif que *«bien que la Communauté d'Agglomération «LA RIVIERA DU LEVANT» (CARL) dispose aujourd'hui de la compétence «Aménagement du territoire», il importe pour la commune de conserver la faculté d'impulser une dynamique quant à la vie de ses habitants en matière de localisation des équipements, des logements et des commerces ou de la constructibilité des terrains.*
Il souligne que la réalisation ou la révision du PLU doit rester une compétence communale, élaborée avec le souci d'une cohérence urbaine et intercommunale qui pourra se faire à travers de la réalisation d'un SCOT à l'échelle de la Communauté d'Agglomération. L'objectif étant que la commune reste un acteur du développement de son territoire».

La Loi ALUR prévoit également que *«Si, à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la publication de la présente loi, la communauté de communes ou la communauté d'agglomération n'est pas devenue compétente en matière de plan local d'urbanisme, de documents d'urbanisme en tenant lieu ou de carte communale, elle le devient de plein droit le 1er Juillet de l'année suivant l'élection du Président de la Communauté consécutive au renouvellement général des conseils municipaux et communautaires, sauf si les communes s'y opposent dans les conditions prévues au premier alinéa du présent II».*

Le Conseil Municipal, ainsi que le Conseil Communautaire ayant été renouvelés, la question de la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU), semble devoir se poser à nouveau.

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la ville de Saint-François a été adopté par délibération du 05 Novembre 2024 et par délibération du 03 Juillet 2025, la révision générale du document d'urbanisme a été prescrite.

La révision du PLU a notamment, pour finalité de :

- *Actualiser le diagnostic territorial au regard des données démographiques, sociales, économiques et environnementales récentes ;*
- *Réinterroger les orientations du PADD, notamment en matière d'habitat, de développement économique, de tourisme et de protection des espaces naturels ;*
- *Tenir compte des observations et recommandations émises par les personnes publiques associées, ainsi que du rapport du commissaire enquêteur ;*
- *Réexaminer les options d'aménagement, les objectifs de développement urbain et de logement, en particulier le logement social ;*
- *Fixer des OAP dans les zones AU et les secteurs à enjeux ;*
- *Fixer les principes d'aménagement et de préservation de la Pointe-des-Châteaux ;*
- *Adapter le règlement et le zonage, tout en garantissant la cohérence générale du document ;*
- *Intégrer les enjeux environnementaux, notamment le recul du trait de côte, la résilience climatique, et les besoins en assainissement ;*
- *Mettre le PLU en conformité avec les lois SRU, Littoral, Grenelle, Climat et le SDAGE.*

La révision générale et les enjeux qu'elle porte, ainsi que la nécessité de réaliser rapidement la révision générale du PLU, requiert que la Ville reste compétente en matière du Plan Local d'Urbanisme.

Par ailleurs, les motifs soulevés lors de la délibération du 21 Mars 2017, restent tout à fait cohérents et justifient que la ville s'oppose au transfert de compétence.

LE CONSEIL MUNICIPAL ;
Vu la loi ALUR du 24 Mars 2014 et notamment les articles 136 et suivants ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5214-16 et L.5216-5 ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-1 et suivants ;
Vu la délibération n° 2017-03/008 du Conseil Municipal du 21 Mars 2017 relative au Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) portant refus de transfert de la compétence à la Communauté d'Agglomération « RIVERA DU LEANT»

Considérant que la loi ALUR (Accès au Logement et Urbanisme Rénové) du 24 Mars 2014 a prévu le transfert automatique de l'élaboration des plans locaux d'urbanisme, des documents d'urbanisme en tenant lieu et des cartes communales, aux communautés d'agglomération et aux communautés de communes ;

Considérant que ce transfert devait intervenir dans les trois ans suivants la publication de la loi, soit le 27 Mars 2017 ;
Considérant la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme n'a pas été transférée à la Communauté d'agglomération Riviera du Levant, du fait de l'opposition des Communes membres ;

Considérant qu'au regard de l'article 136 de la Loi ALUR du 24 Mars 2014 «*si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la publication de la présente loi, la communauté de communes ou la communauté d'agglomération n'est pas devenue compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme, de documents d'urbanisme en tenant lieu ou de carte communale, elle le devient de plein droit le 1er Juillet de l'année suivant l'élection du Président de la communauté consécutive au renouvellement général des conseils municipaux et communautaires, sauf si les communes s'y opposent dans les conditions prévues au premier alinéa du présent II*» ;

Considérant que le transfert du PLU est automatique le 1er jour de l'année suivant l'élection du Président de l'EPCI, consécutive au renouvellement général des conseils municipaux et communautaires, sauf si minorité de blocage ;
Considérant qu'il y a lieu de se prononcer sur le transfert du PLU au profit de l'EPCI ;
Ayant entendu l'exposé de son Rapporteur, Madame Elodie HECTOR, Directrice du Développement du Territoire ;
Après en avoir délibéré ;

DÉCIDE :

Article 1 : DE S'OPPOSER au transfert automatique de la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) à la Communauté d'Agglomération de la Riviera du Levant (CARL).

Article 2 : Le Maire, le Directeur Général des Services et la Directrice du Développement Territorial sont chacun chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente délibération.

Article 3 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Guadeloupe dans un délai de deux (02) mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Adoptée à l'unanimité.

XIII-. TRANSFERT DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) A LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE LA RIVIÉRA DU LEVANT (CARL) – DÉCISION D'OPPOSITION (délibération n° 2026-07/060).

Par courrier du 05 Février 2024, la société BIMPLI, alors titulaire du marché public n° STFR/BAD/CP/2023-04 notifié le 09 Janvier 2024 et ayant pour objet la fourniture et la livraison de titres-restaurant pour les agents de la Commune de Saint-François, a informé la Commune de son projet de fusion-absorption par la Société SWILE et a sollicité l'accord de la Commune pour le transfert du marché à cette dernière, sur le fondement de l'article R.2194-6, 2° du Code de la Commande Publique.

Ce courrier, adressé par voie électronique, n'a été identifié et transmis à la Direction de la Commande Publique et de la Stratégie Achat que le 09 Juillet 2026.

L'instruction du dossier, conduite sur la base des pièces produites par les Sociétés BIMPLI et SWILE (traité de fusion du 27 Novembre 2023, procès-verbal de l'assemblée générale mixte des associés de SWILE du 1er Janvier 2024, extrait Kbis de SWILE du 22 Janvier 2024 portant mention de la fusion, annonce légale publiée le 11 Janvier 2024, délégations de signature des représentants des deux sociétés), permet d'établir que les conditions posées par l'article R.2194-6, 2° du Code de la Commande Publique sont réunies :

- *la fusion-absorption de BIMPLI par SWILE constitue une opération de restructuration au sens de cet article ;*
- *cette opération n'entraîne aucune autre modification substantielle du marché (maintien des prestations, des tarifs, des conditions d'exécution et des contacts opérationnels ; absence d'incidence financière) ;*
- *elle n'est pas effectuée dans le but de soustraire le marché aux obligations de publicité et de mise en concurrence ;*
- *la Société SWILE dispose des capacités techniques et financières requises, héritant de l'ensemble des moyens de la Société BIMPLI et bénéficiant du soutien de son actionnaire principal, le groupe BPCE.*

Cette substitution de titulaire ne nécessite pas de passage en commission d'appel d'offres, l'article L.1414-4 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ne rendant cet avis obligatoire que pour les projets d'avenant entraînant une augmentation du montant global du marché supérieure à 5 %, ce qui n'est pas le cas en l'espèce.

Il convient d'autoriser le Maire à signer l'accord de transfert du marché au bénéfice de la Société SWILE.

LE CONSEIL MUNICIPAL ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2121-29 et L.2122-21 ;
Vu la délibération n° 2026-03/005 du 28 Mars 2026 portant délégation du Conseil Municipal au Maire, et notamment la limite fixée à son article 4 aux marchés inférieurs aux seuils européens ;

Vu la délibération n° 2023-12/055 du 26 Décembre 2023 ayant autorisé Monsieur Bernard PANCREL, alors Maire, à signer le marché accord-cadre à bons de commande STFR/BAD/CP/2023-04 ;

Vu l'arrêt de la Chambre du Contentieux de la Cour des comptes du 22 Juillet 2025, *Commune de Provin (n° S-2025-1041)*, dont il résulte que les délégations de pouvoirs et de signature cessent de plein droit de produire leurs effets à l'expiration du mandat de l'élu délégant, y compris en cas de réélection de ce dernier, et que cette règle de discontinuité s'étend aux actes de passation et de modification des marchés publics ;

Vu le Code de la Commande Publique, et notamment son article R.2194-6, 2° relatif à la substitution du titulaire d'un marché public à la suite d'une opération de restructuration ;

Vu le marché public n° STFR/BAD/CP/2023-04 notifié à la société BIMPLI le 09 Janvier 2024 ;
Vu le courrier de la Société BIMPLI du 05 Février 2024 sollicitant l'accord de la Commune au transfert du marché à la société SWILE ;

Vu les pièces justificatives de l'opération de fusion-absorption de BIMPLI par SWILE ;
Considérant que les conditions posées par l'article R.2194-6, 2° du Code de la Commande Publique sont réunies et permettent d'autoriser le transfert du marché sans nouvelle procédure de publicité et de mise en concurrence ;

Ayant entendu l'exposé de son Rapporteur, Madame Elodie ERRIN, Directrice de la Commande Publique et de la Stratégie Achat (DCPSA) ;

Après en avoir délibéré ;

DÉCIDE :

Article 1 : D'AUTORISER le transfert du marché public n° STFR/BAD/CP/2023-04 par la Société BIMPLI à la Société SWILE, sur le fondement de l'article R.2194-6, 2° du Code de la Commande Publique, aux mêmes conditions techniques et financières que le marché initial.

Article 2 : D'AUTORISER le Maire, ou son représentant dûment habilité, à signer l'accord de transfert du marché au bénéfice de la Société SWILE, ainsi que tout document ou acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Article 3 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Guadeloupe dans un délai de deux (02) mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Adoptée à l'unanimité.

Monsieur le Maire remercie l'ensemble des membres du Conseil Municipal pour leur écoute.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance, il est alors 19 heures 52.

Le Président

Le secrétaire,

MAIRIE DE SAINT-FRANÇOIS

Jean-Luc PERIAN.

Envoyé en préfecture le 14/09/2026
Reçu en préfecture le 14/09/2026
Publié le 14/09/2026
ID : 971-219711256-20260911-1677-AU

Ont signé au registre tous les membres présents, le 23 Juillet 2026.

Mr Jean-Luc PERIAN, Maire

MAIRIE DE SAINT-FRANCOIS * 97118 GUADELOUPE *

Mme Barbara CAMIER, 1er Adjoint au Maire
Mr Didier VEYRIER, 2ème Adjoint au Maire
Mme Myriam Lucie BROSIUS, 3ème Adjoint au Maire
Mr Patrice BABOURAM, 4ème Adjoint au Maire Procuration
Mme Annick Claude Claire LABRY, 5ème Adjoint au Maire
Mr Mickaël COPANEL, 6ème Adjoint au Maire
Mme Adélaïde DESPRES, 7ème Adjoint au Maire
Mr Eric-Alex SARABUS, 8ème Adjoint au Maire
Mme Georgia ALEXANDRINE, 9ème Adjoint au Maire

Mr Alain PARSHAD, Conseiller Municipal
Mr RaymondAYASSAMIPOULLE, Conseiller Municipal
Mme Bonaventure JEANNE, Conseillère Municipale
Mme Sonia DIEUPART-RUEL épouse ESDRAS, Conseillère Municipale
Mr Fred Louis IBENE, Conseiller Municipal
Mr Eddy LORIDON, Conseiller Municipal Procuration
Mr André FREMAUX, Conseiller Municipal
Mr Philippe OGIER, Conseiller Municipal Procuration
Mr Eric MAGNIOL, Conseiller Municipal Procuration
Mme Alda Viviane BADDHA-MOURADI, Conseillère Municipale
Mme LENGLINE Angélique, Conseillère Municipale
Mme Priscilla LAPTES, Conseillère Municipale
Mme Julie PUMAR RODRIGUEZ, Conseillère Municipale Procuration
Mr Yannick MARIANO GUZMAN, Conseiller Municipal
Mme Chloé MOUNSAMY, Conseillère Municipale
Mme Indra CHOUTIA, Conseillère Municipale

Envoyé en préfecture le 14/09/2026

Reçu en préfecture le 14/09/2026

Publié le 14/09/2026

ID : 971-219711256-20260911-1677-AU

Mme Line BELLADIN, Conseillère Municipale
Mr Alex MOUNSAMY, Conseiller Municipal
Mr Floribert CAYACY, Conseiller Municipal
Mme Sophie PEROUMAL, Conseillère Municipale Procuration
Mme Gladys LISON, Conseillère Municipale Procuration

Mr Teddy MARY, Conseiller Municipal
Mme Marina CAZIMIR, Conseillère Municipale Procuration